

# Votez pour



## le Betteravier <sup>FRANÇAIS</sup> DE L'ANNÉE 2024

 **DELEPLANQUE**

**Le Betteravier français** organise un concours pour l'élection du Betteravier de l'année.

En votant, vous pouvez récompenser les stratégies innovantes et audacieuses qui ont été présentées au travers des portraits d'agriculteurs publiés en 2023.

Un débat sera retransmis sur notre site Internet à l'occasion de la remise des prix le 12 avril prochain. Jusqu'au 30 mars, c'est à vous de désigner le gagnant sur [www.lebetteravier.fr](http://www.lebetteravier.fr)



# Sommaire



**CAROLINE ET ÉLÉONORE BLANQUART**

Deux soeurs sur Instagram et dans les champs ..... p.3

**JEAN-FRANÇOIS ET BENJAMIN CARLIER**

Être pépiniériste, un rêve devenu réalité ..... p.4

**MICHEL CHAMBRILLON**

Champion de la diversification ..... p.5

**ANTOINE CHEDRU**

L'agriculture de conservation contre l'érosion ..... p.6

**LUC DELCOURT**

La biodiversité avec pragmatisme ..... p.7

**SYLVAIN DUBOS**

Les Smart, avec prudence ..... p.8

**BASILE FAUCHEUX**

Un agriculteur engagé pour valoriser son métier ..... p.9

**ABEL FERTÉ**

Un betteravier apiculteur au pied du mur ..... p.10

**PASCALE GOMBAULT**

Le sainfoin, une puissance collective ..... p.11

**MARTIN GOSSE DE GORRE**

La ferme pilote teste de nouvelles techniques ..... p.12

**HERVÉ LAPIE**

L'agriculture en commun ..... p.13

**MANON LOINGEVILLE**

Produire 200 000 sachets de chips  
par an ..... p.14

**JULIEN MAHIEU**

Il transforme la contrainte énergétique  
en atout ..... p.15

**VICTOR MAMAN**

Production animale et végétale,  
un duo gagnant ..... p.16

**PHILIPPE MEURS**

De l'énergie à revendre ..... p.17

**OLIVIER MOTTE**

Du chanvre pour ses qualités  
environnementales ..... p.18

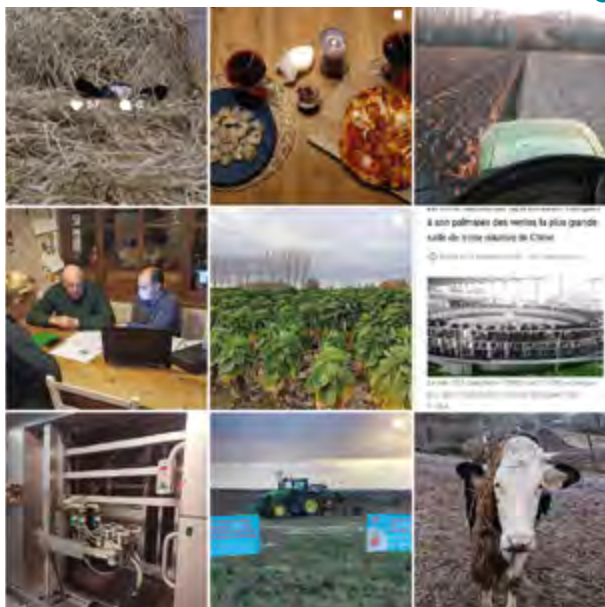
**THIBAUT VANDEWALLE**

Du semis direct aux crédits carbone ..... p.19

**GUILLAUME WULLENS**

Engagé dans la défense de la betterave ..... p.20





NORD

# Caroline et Éléonore Blanquart Deux sœurs sur Instagram et dans les champs

Caroline et Éléonore Blanquart ont pour projet de reprendre l'exploitation familiale. À l'écurie pour l'une et dans les grandes cultures et l'élevage pour l'autre, les deux sœurs se complètent, tout en partageant de façon ludique leur métier d'agricultrice sur les réseaux sociaux.

Issues d'une famille de 5 filles, Caroline et Éléonore Blanquart n'avaient pas forcément programmé de reprendre la ferme familiale de Beaucamps-Ligny. Benoît Blanquart, agriculteur et betteravier, est en train de transmettre son exploitation à ses filles. Élevage laitier, grandes cultures et centre équestre, les deux jeunes femmes se sont réparti les rôles de façon distinctes. Détentrice d'un master 2 en école de commerce, Caroline Blanquart a remis en question son avenir professionnel au moment de la crise sanitaire. Actuellement âgée de 31 ans, elle s'est remise aux études, à distance, pour obtenir un bac agricole ainsi qu'un monitorat d'équitation afin de reprendre le centre équestre. De son côté, Éléonore, titulaire d'une licence en économie gestion agricole, s'occupe de la partie élevage, avec l'aide de ses parents, et des cultures de betteraves, de blé et de maïs. « La betterave nous est utile pour nourrir

les vaches, grâce à la pulpe. On en récupère 350 tonnes tous les ans ». Âgée de 23 ans, elle compte à terme reprendre les cultures et s'interroge sur la poursuite de l'élevage. « Nous avons une salariée à mi-temps et mes parents m'aident pour le moment pour la traite des vaches. C'est une charge de travail qui demande un temps de réflexion », analyse-t-elle. Question répartition du travail, les deux sœurs sont tombées d'accord instinctivement. « Je pense que nos caractères correspondent à chacune de nos activités. Pour tenir les chevaux, il y a du contact client, il faut savoir arrondir les angles, tandis que du côté des vaches, c'est plus direct », observe l'aînée.

### Une affaire de famille

Travailler en famille, c'est « une chance », selon la betteravière. « Nous avons grandi dans ce milieu et nous avons la chance de pouvoir récupérer ce que nos parents ont construit.

1 Les deux sœurs, Éléonore et Caroline Blanquart animent le compte Instagram « Un jour à la ferme ».

2 Sur leur compte Instagram, les deux sœurs expliquent en quoi consiste leur métier.

3 L'élevage est actuellement géré par Éléonore et ses parents, aidés par une salariée à mi-temps pour la traite.

On sait faire la part des choses entre le travail et la vie privée, et on se dit les choses plus facilement », déclare-t-elle. Lorsque la question d'une reprise a été évoquée, un expert est venu évaluer toute la ferme, afin « que tout soit carré » et d'éviter toute difficulté qui impacterait les relations familiales. Leur mère, Isabelle Blanquart, gère la partie paperasse et logistique, tout en participant à la partie traite. Question transmission, le changement de génération se heurte parfois à des différences, au niveau des procédés. « Notre père travaillait ici tout seul depuis des dizaines d'années, nous on arrive avec notre façon de faire et notre caractère », plaisante Caroline. L'augmentation des charges demande également une faculté d'adaptation qui, selon elles, reste plus accessible aujourd'hui. Tout doit être pesé, analysé, au millimètre près, que ce soit pour les semis ou pour la nourriture pour les vaches.

### Leur quotidien mis en scène sur Instagram

Vivre à 10 minutes de Lille a amené un changement de population dans la campagne de Beaucamps-Ligny, où de nombreux citadins sont venus s'installer. « Autant les agriculteurs ont toujours fait partie du village, autant aujourd'hui, on remarque que lorsque les tracteurs roulent trop lentement ou qu'il y a des odeurs, ça génère l'insatisfaction de certains habitants », indique Caroline. L'idée vient alors de communiquer sur les réseaux sociaux via Instagram avec leur compte « Un jour à la ferme », sur le métier d'agricultrice, de façon ludique. « En expliquant ce qu'on fait, pourquoi et comment, on s'est dit que les gens deviendraient plus compréhensifs », ajoute-t-elle. De façon

anecdotique et avec humour, les deux sœurs se mettent en scène, sur leurs tracteurs ou dans les champs, pour expliquer en quoi consiste leur métier. En ayant côtoyé le monde du travail hors agriculture, Caroline a constaté que son entourage peut ne pas savoir comment faire du lait, par exemple. Grâce aux réseaux sociaux, les deux sœurs mettent à profit leurs connaissances, sans pour autant entrer dans des prises de position politique. « Les autres comptes agricoles parlent aussi de façon très technique, là où nous on veut montrer le fonctionnement de façon pédagogique », déclare-t-elle. « Les gens ont tendance à beaucoup critiquer l'agriculture française, mais quand je fais mes courses, je m'amuse à regarder les caddies et les gens ne regardent pas d'où viennent les produits », indique Éléonore. Que ce soit dans les champs, à l'étable, à l'écurie ou sur internet, les deux sœurs s'investissent pour que leur métier soit reconnu.

LÉA VINCENT



### FERME DE BEAUCAMPS-LIGNY (59)

|   |
|---|
| SAU : 110 ha  |
| Blé : 30 ha   |
| Betteraves : 15 ha  |
| Maïs : 45 ha  |
| Prairie : 20 ha   |
| 50 chevaux  |
| 90 vaches traites (180 du dernier-né à la plus vieille vache) |



1

Julie Guichon



2

Pépinière Saint-Martin



3

Pépinière Saint-Martin

**AISNE**

# Jean-François Carlier Être pépiniériste, un rêve devenu réalité

Produire des arbres, c'est le défi que s'est lancé Jean-François Carlier il y a plus de 20 ans. Aujourd'hui, la pépinière Saint-Martin est une réussite. Avec son fils Benjamin, en cours d'installation, Jean-François Carlier veut proposer aux agriculteurs, aux collectivités et aux particuliers une gamme plus diversifiée.

s'est élargie : arbustes pour haies bocagères (charmes, érables, etc.), fruitiers en tous genres (pommiers, poiriers, framboisiers, etc.) et plants forestiers (chênes, châtaigniers, etc.) « Nous travaillons sur différentes espèces d'arbres pour répondre à la demande, avec des variétés connues et adaptées localement, précise Benjamin. Actuellement, nous produisons nos plants sur un demi-hectare. J'ai envie de dynamiser cette activité et de développer davantage la production d'arbres fruitiers et de variétés anciennes. Avec une surface plus grande, nous pourrions aussi investir dans une bineuse pour réaliser du désherbage mécanique et limiter le désherbage manuel ».

**Une traçabilité sans faille avec la marque Végétal local**

Pour l'essentiel de la production, la famille Carlier achète des jeunes plants, hauts de 5 à 6 cm, auprès de producteurs spécialisés. Ensuite, elle a choisi de les replanter en pleine terre pour éviter de gérer un arrosage trop fréquent. D'une année à l'autre, les deux pépiniéristes conservent des plants pour proposer des arbres de toutes tailles, en complément de la taille phare comprise entre 60 et 80 cm de haut. Toute la production est

vendue en direct, sur le site de la pépinière. « Ainsi, nous pouvons conseiller nos clients sur l'entretien à fournir aux arbres une fois la plantation effectuée, souligne Jean-François Carlier. Produits en pleine terre, les plants sont vendus en racines nues. Ce sont des produits vivants qu'il faut soigner ». Pour suivre la tendance, le père et le fils effectuent aussi leurs propres expérimentations. Ils testent la production hors-sol dont les résultats sont promoteurs, mais plus coûteux à produire. En 2022, la pépinière Saint-Martin a obtenu la marque Végétal local qui garantit aux clients l'achat d'un plant issu d'une graine certifiée d'origine locale, en l'occurrence des Hauts-de-France. Cette marque répond à des cahiers des charges spécifiques et aux demandes des collectivités. « Tout est tracé, de la graine au plant, précise Jean-François Carlier. Cette spécificité ne représente que 1 % du chiffre d'affaires de l'activité globale de la pépinière. En effet, nous sommes confrontés à une difficulté majeure : celle de lever la dormance des graines d'arbres que l'on achète ». Pour s'extraire de sa dormance, chaque espèce de graine exige des conditions de milieu spécifiques, difficiles à reproduire sous serre ou en pleine terre. « C'est une étape très technique, difficile à maîtriser, avec un taux de réussite très aléatoire », indique Benjamin. Pour remédier au problème, la famille Carlier et d'autres producteurs ont décidé de créer une coopérative, dont l'activité est uniquement dédiée à la levée de dormance des graines. Les premiers tests seront effectués pour les semis prochains. Ainsi, par cet intermédiaire, tous espèrent gagner en temps et en performance.

**Des prestations à la carte**

« Le monde agricole représente notre plus gros client, 50 % du chiffre d'affaires de la pépinière, contre 30 % pour les collectivités et le reste pour les particuliers, souligne Jean-François Carlier. Pour satisfaire leurs besoins, nous proposons une prestation pour la plantation qui s'étale de novembre à mars. Nous avons donc investi dans un camion pour transporter les plants, une mini-pelle et une tarière hydraulique ». Bien coordonnée et organisée, l'équipe Carlier plante 1 km de haie par jour. En attendant de trouver des variétés mieux adaptées au changement climatique de la région, Jean-François et Benjamin Carlier proposent également une prestation d'arrosage. « Pour assurer la reprise de végétation des arbres nouvellement plantés et garantir leur pérennité, nous proposons aux collectivités de les arroser une à plusieurs fois au printemps, indique Benjamin. Notre objectif est d'assurer le redémarrage des jeunes arbres qui sont notre vitrine ».

**JULIE GUICHON**



**PÉPINIÈRE SAINT-MARTIN**  
Cuiry-les-Viviers (02)

|                     |
|---------------------|
| SAU : 100 ha        |
| Blé : 50 ha         |
| Colza : 25 ha       |
| Betteraves : 16 ha  |
| Escourgeon : 9 ha   |
| Pépinières : 0,5 ha |

**T** rès jeune, j'étais déjà passionné par les arbres et la forêt, raconte Jean-François Carlier, agriculteur à Cuiry-les-Viviers dans l'Aisne. J'ai fait le choix, en 2000, de créer une pépinière pour diversifier mon exploitation de 100 hectares de grandes cultures. » Parti de rien, Jean-François Carlier a commencé à acheter et à revendre des arbres fruitiers. Plus de 20 ans plus tard, avec l'arrivée de son fils Benjamin, la gamme



AUBE

# Michel Chambrillon Champion de la diversification

Cultivateur, auditeur, grainetier, producteur d'énergie, ferme relais pour les colis : l'agriculteur aubois fait feu de tout bois pour multiplier ses sources de revenus.

C'est en 2015, suite au gel tardif de ses blés et à la perte de 50 % de sa récolte, que Michel Chambrillon a pris conscience de sa « vulnérabilité ». Il décide alors « de ne plus mettre tous ses œufs dans le même panier ». Il va ainsi déployer toute une palette de services qui lui ont fait rejoindre le club des 15 % d'agriculteurs double actifs. Dans son cas, on peut même parler de multi-activité.

### Maîtriser ses charges avant tout

Le jeune garçon de la ville qu'il était passait ses vacances dans la ferme de son oncle paternel à Marigny-le-Châtel, dans le département de l'Aube, et c'est là qu'il a contracté le virus de l'agriculture. Un BTSa en productions végétales plus tard, décroché à l'école d'agriculture de Sainte-Maure, le voici intronisé dans un milieu dont il n'est pas originaire. D'où, d'ailleurs peut-être, une approche de son métier parfois différente de celle des « natifs », moins patrimoniale, moins attachée à la terre, mais davantage portée sur la gestion et la « maîtrise des charges »,

son « ADN », à la manière d'un chef d'entreprise. Michel Chambrillon ne cache pas que monter sur un tracteur n'est plus très stimulant, intellectuellement parlant, pour lui. « J'ai l'impression de tourner en rond », explique-t-il. Aujourd'hui, le quinquagénaire, qui n'a pas de salarié, confie les semis, le travail du sol et les traitements à un prestataire. Il affirme au passage avoir gagné en qualité de vie. Et, de toute façon, il ne peut plus se consacrer à l'agriculture proprement dite à plein temps.

### Redonner du sens à son métier

Car Michel Chambrillon mène aujourd'hui de front plusieurs activités. Passons sur son gros projet de poulailler, de 12 000 poules pondeuses en bio, qu'il avait conçu pour « atteindre l'autonomie en engrais » grâce à la récupération des fientes, mais tombé à l'eau dans un contexte de crainte de surproduction. Ces trois ans de travail réduits à néant ont généré chez lui beaucoup de « frustration », mais ont laissé intacte sa volonté d'entreprendre.

- 1 La marque Les Graines de Michel commercialise toute une gamme de graines, seules ou en mélanges, dans différents conditionnements. Le chiffre d'affaires lié à la vente directe a été multiplié par 5 en cinq ans.
- 2 Une partie du hangar de Michel Chambrillon est dédiée à son activité de grainetier. Il y reçoit ses clients sur rendez-vous, mais il effectue aussi des livraisons.
- 3 Les panneaux photovoltaïques installés sur le toit du hangar développent une puissance de 80 kWc.

En 2019, il intègre le réseau Agrikolis, qui permet aux particuliers de venir récupérer leurs gros colis à la ferme : clôtures, spas, appareils électroménagers, granulés de bois, etc. Le revenu qu'il en tire est « plutôt symbolique », de l'aveu même de l'agriculteur, mais ce service lui donne de la visibilité et draine une clientèle susceptible de découvrir son activité de vente à la ferme de produits pour animaux. C'est un business qui a crû en volume de 10 à 15 % par an au cours des dernières années, au point d'inciter l'exploitant à lancer il y a deux ans sa propre marque, Les Graines de Michel. Elle a pour vocation de vendre toute une gamme de graines et de mélanges de graines, issus de la ferme, destinés à l'alimentation des poules, lapins et autres oiseaux, ainsi que du foin et des litières pour rongeurs et animaux de la basse-cour. Elle propose aussi des bouchons de luzerne ou de pulpe de betteraves issus de la coopérative de déshydratation Capdée. Les Graines de Michel commercialisent également des lentilles vertes et des farines de blé pour la consommation humaine, ainsi que, depuis peu, une gamme de croquettes pour chiens et chats haut de gamme. Son best-seller reste toutefois la graine de blé, seule ou en mélange, dont il écoule 25 tonnes par an, soit environ 9 % de sa production de blé. Michel Chambrillon se plaît à dire que la vente directe lui permet à la fois de « valoriser une partie de (sa) production, de maîtriser (ses) prix, de redonner du sens à (son) métier et de réconcilier les gens avec l'agriculture » grâce au contact établi avec le grand public. Un site Internet dédié a été ouvert pour leur permettre de passer commande, en complément d'autres plateformes comme Leboncoin.

La vente directe représente aujourd'hui de 15 à 20 % de son chiffre d'affaires.

### Se préparer une rente

Michel Chambrillon a pris en parallèle un job d'auditeur pour le compte de la multinationale suisse SGS. Il réalise entre 50 et 70 audits de conformité réglementaire par an auprès des distributeurs et des applicateurs de produits phytosanitaires. « Cela m'a permis de découvrir des univers que je ne connaissais pas ». En bon gestionnaire, il s'est aussi converti aux énergies renouvelables. Outre le tracker solaire destiné à son autoconsommation, il a couvert la moitié de son hangar de panneaux photovoltaïques, dont la production d'électricité est intégralement revendue. Une fois l'installation amortie, elle lui assurera une rente de 1 000 euros par mois, de quoi améliorer grandement l'ordinaire du futur retraité. Michel Chambrillon a reçu en mars dernier « l'étoile de l'agriculture entrepreneuriale résiliente » décernée par le collectif Terres&Vignes de l'Aube et la chambre d'agriculture. **FREDERIC MARAIS**



SCEA ARC-EN-CIEL  
Marigny-le-Châtel (10)

|                          |                 |
|--------------------------|-----------------|
| SAU : 98 ha              | Luzerne : 8 ha  |
| Blé : 30 ha              | Lentille : 7 ha |
| Chanvre : 12 ha          | Colza : 7 ha    |
| Betterave : 8 ha         | Maïs : 5 ha     |
| Orge de printemps : 8 ha | Pois : 4 ha     |
| Orge d'hiver : 8 ha      | Prairie : 1 ha  |



**SEINE MARITIME**

# Antoine Chedru L'agriculture de conservation contre l'érosion

Les gros problèmes d'érosion des sols et de coulées de boue qu'a connus Antoine Chedru lors de son installation l'ont amené à passer en agriculture de conservation. Il a entièrement revisité son itinéraire technique, jusqu'à construire son propre matériel. Rencontre avec un agronome.

La principale préoccupation du pays de Caux, c'est l'érosion ». En effet, la ferme d'Antoine Chedru se situe sur des limons battants (plus de 60 % de limon et très peu d'argile), avec des parcelles en pentes et des cultures de printemps (betterave, lin) qui nécessitent, en agriculture conventionnelle, un travail du sol printanier important. Par ailleurs, le pays de Caux bénéficie d'une pluviométrie annuelle proche de 1 200 mm. L'agriculteur a donc converti sa ferme, en 1995, en agriculture de conservation : « dès 1996, le problème s'est amélioré ». Par ailleurs, le taux de matière organique est passé de 1,3 à 2,8.

**La betterave et le lin nécessitent un travail du sol**

Mais si l'agriculteur est adepte du semis direct, il avoue que ce courant de pensée est parfois allé trop loin. « Il y a eu des échecs et on a dû se remettre en question », avoue-t-il. Pour lui, les cultures de betterave et de lin ne peuvent pas se passer de travail du

sol, particulièrement pour réchauffer la terre et niveler les trous de sanglier et les monticules créés par les taupes. Quelques jours avant l'implantation des betteraves, l'agriculteur travaille son sol à 3 cm de profondeur avec un outil à bèches roulantes, puis il restructure le sol avec un strip-till. Quelques jours plus tard, l'agriculteur affine la ligne avec une fraise localisée autoconstruite, qui précède le semoir à betterave. La culture du lin fibre, qui nécessite un sol particulièrement bien nivelé, bénéficie également d'un travail superficiel. L'arrachage des betteraves est aussi une question cruciale : l'agriculteur fait partie d'une Cuma, qui a investi dans une intégrale équipée de chenilles, et qui arrache 450 hectares : « Nous essayons de n'intervenir qu'en bonnes conditions », précise l'agriculteur, qui reprend quand même son sol avec un vibro pour « effacer les crampons ». « Je n'arrache pas de betterave après le 15 novembre ; je préfère faire du pré-planning », précise

1 Ne trouvant pas de semoir SD à dent qui lui convenait, l'agriculteur l'a construit lui-même.

2 Antoine Chedru a monté une petite rampe de pulvérisateur équipé de buses trifilets sur une herse rotative qu'il fait travailler à 2 cm pour enfouir le produit.

3 Antoine Chedru est membre de Sol en Caux, un GIEE spécialisé dans la production de culture industrielle en agriculture de conservation des sols (depuis 10 ans).

l'agriculteur qui ne s'interdit pas non plus le binage, surtout quand la terre a été plaquée par des pluviométries importantes.

Concernant la gestion du programme de désherbage, l'agriculteur ne se refuse pas non plus un travail très superficiel, pour optimiser l'efficacité de l'Avadex qu'il a généralisé avant le lin et la betterave. Antoine Chedru a donc monté une petite rampe de pulvérisateur équipé de buses trifilets sur une herse rotative, qu'il fait travailler à 2 cm pour enfouir le produit. Grâce à cet équipement, il obtient de très bons résultats. Cette technique permet aussi d'éviter le dégagement d'odeur forte propre à ce produit.

**Produire des betteraves sans insecticide**

Antoine Chedru n'utilise plus d'insecticide foliaire depuis 9 ans. La ferme est d'ailleurs labellisée HVE3. La fin des néonicotinoïdes n'a donc pas été une bonne nouvelle pour lui : « Si j'étais obligé d'utiliser du Tekkepi et du Movento, j'arrêteraient les betteraves ». Il n'a cependant pas remis en cause cette décision, en avouant quand même habiter dans une région avec une pression puceron très modérée. Dans le cadre du PNRI, dont son exploitation est « ferme pilote », il teste plusieurs techniques pour lutter contre les pucerons sans néonicotinoïdes. Les macérations d'ail, qui lui donnent de bons résultats sur les altises du colza et du lin, ne sont pas efficaces en betterave : « le puceron se met sous la feuille et n'est pas atteint par la macération qui est un produit de contact ». Avec l'ITB, il a aussi essayé l'utilisation d'un champignon endophyte libéré par un couvert de fétuque inoculée, et censé être répulsif aux pucerons. La stratégie, qui

n'a donné quasiment aucun effet sur les pucerons et a entraîné des pertes de rendements importants, a été abandonnée. Des lâchers de chrysope censés manger les pucerons ont été testés en 2021, mais sans succès. Par contre, l'orge utilisée comme plante compagne semble plus prometteuse. La céréale a été implantée au moment du semis de la betterave à 30 graines par m<sup>2</sup>. « Elle a eu de très bons résultats sur la virose, mais elle a aussi impacté le rendement de 10 tonnes, en raison d'une destruction au stade montaison, 2 mois après son semis ». L'agriculteur et l'ITB ont renouvelé l'expérience cette année, et les résultats vont bientôt tomber. Antoine Chedru a envisagé de tester le pouvoir olfactif des huiles essentielles, mais cela ne rentrait pas dans le PNRI. Quoi qu'il en soit, l'agriculteur reste lucide sur son système : « Avec le labour, j'aurai peut-être de meilleurs rendements. Mais c'est la marge et pas le chiffre d'affaires que je regarde ».

**RENAUD D'HARDIVILLIERS**



**EARL DE LONGUEIL**  
Goderville (76)

SAU : **160 ha**

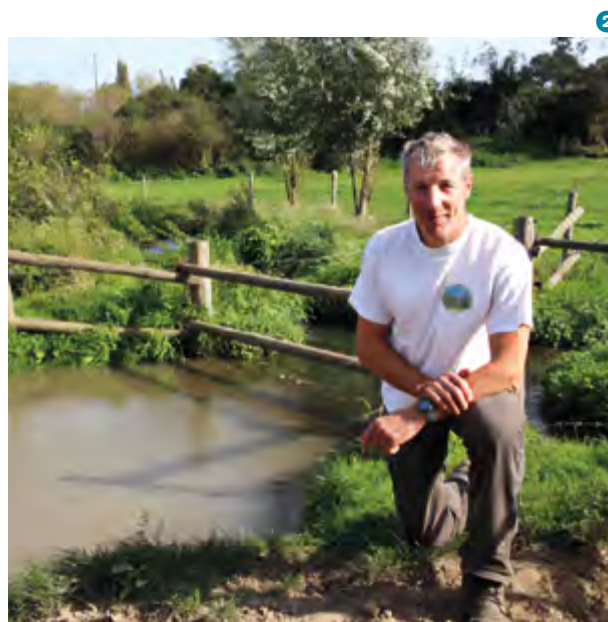
Blé : **80 ha**

Betterave : **12 ha**

Colza : **30 ha**

Lin : **30 ha**

Féverole : **8 ha**



Photos: Marie-Pierre Crosnier

**NORD**

# Luc Delcourt

## La biodiversité avec pragmatisme

Agir concrètement en faveur de la biodiversité, et toujours en lien avec son territoire, ses hommes et son milieu naturel. Tel est le credo de Luc Delcourt.

L'attention à la biodiversité est une seconde nature pour Luc Delcourt, agriculteur à Vertain, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Cambrai. Observateur dans l'âme, il s'intéresse à la présence de la faune et de la flore sur son exploitation de 136 hectares, dont 36 ha de prairie permanente. « Je ne fais rien d'exceptionnel. Je recherche comme tout chef d'entreprise un optimum économique. Mais dès que je peux, je tente de favoriser la biodiversité », tempère l'exploitant.

Sa base : l'observation. Et pas que pour son élevage de 40 vaches allaitantes, naisseur-engraisseur. « Je ne traite jamais sans examiner la parcelle avant. Je regarde les prédateurs, mais aussi les auxiliaires de culture ». Sous les pièges à limaces, il compte les gastéropodes, mais aussi les carabes. Il n'hésite pas à laisser des espaces sans molluscicides pour préserver ces auxiliaires. Pour limiter les insecticides, il retarde la date de semis de son blé. Il prélève aussi les pucerons dans les betteraves et les envoie à la société Bayer, qui analyse leur aptitude virulifère pour la jaunisse. « J'aime

apprendre sur la nature et les équilibres possibles avec certains auxiliaires », confie-t-il. Sensibilisé sur ces sujets au cours de ses études au lycée agricole de Tilloy-les-Mofflaines, il aimerait que les agriculteurs et les futurs exploitants soient mieux formés sur ces questions.

### Des actions en faveur de la biodiversité

Mais l'homme n'est ni moralisateur, ni donneur de leçons. Il aime agir sur son territoire, avec d'autres acteurs compétents. Lors d'un conseil municipal, des pêcheurs souhaitaient que la rivière Harpies, détournée pour passer dans l'ancien moulin de la ferme, retrouve son lit naturel. « J'ai accepté, à condition de n'avoir ni contraintes et ni coût supplémentaire ». Résultat, le ruisseau a retrouvé son lit d'origine. La truite fario et la lamproie de Planer peuvent de nouveau frayer. La fédération de pêche a aménagé des abreuvoirs, afin que ses bovins n'y pataugent plus. Elle a géré des plantations très diversifiées sur les berges. Les arbres comme le noisetier abritent des syrphes, des auxiliaires des cultures.

**1** Les actions en faveur de la biodiversité sont de véritables atouts pour la communication, assure Luc Delcourt, qui reçoit des élèves.

**2** La restauration du lit initial de la rivière a permis aux lamproies de plein air et aux truites fario de frayer, tout en favorisant des plantations diversifiées.

**3** Nid à mésange installé sur la ferme.

Président du Geda (groupe de développement agricole) « Pays'en action Cambresis », Luc Delcourt propose des formations sur la connaissance des auxiliaires. Le groupe a travaillé sur les couverts intermédiaires les plus intéressants pour la diversité des insectes, dont les pollinisateurs, avec une entomologiste de la chambre d'agriculture. Il a aussi étudié l'impact de la date de fauche des Zones de non traitement (ZNT). Un autre spécialiste a sensibilisé les adhérents sur la diminution des chouettes effraies. Et trente agriculteurs ont posé des nichoirs dans leurs fermes. Ils ont aussi appris à mettre de la boue humide à disposition des hirondelles lors de la construction de leur nid, dans un récipient si nécessaire.

### Des projets intégrés aux territoires

Ce passionné a posé un nichoir pour les faucons crécerelles dans le site de méthanisation créé avec six autres éleveurs et mis en route ce mois-ci. Les éleveurs ont associé la communauté de communes du Solesmois au projet, dans une logique de territoire. Elle dispose d'actions dans le méthaniseur et apporte ses déchets verts. Au conseil municipal, Luc Delcourt exprime sa sensibilité en gérant les plantations de la commune. « J'opte pour des plantes nourrissant les abeilles l'été ou hébergeant des auxiliaires des cultures ».

Cet homme d'apparence tranquille participe aussi aux PLUi (Plans locaux d'urbanisme intercommunal). « J'agis toujours de manière constructive, sans affrontement. Je rappelle la fonction première de l'agriculture : nourrir les hommes, ainsi que la nécessité d'avoir une activité rémunératrice. Je montre aussi les contraintes et limites de certaines décisions peu viables à long terme ou sans marché existant. Nous

pouvons trouver des solutions qui avancent tout le monde », plaide-t-il.

### La transmission des savoirs

Ce fervent adepte d'une communication constructive fait partie du réseau de fermes pédagogiques « Savoir vert ». Il accueille plus de 20 classes par an. « J'aime voir les enfants étonnés et émerveillés, reconnaît-il. La plupart, même les ruraux, ignorent l'origine du sucre. Nous pouvons passer un vrai message, juste en montrant notre façon de travailler ». Il explique la provenance locale de la nourriture de ses vaches (herbe, paille, maïs et pulpes). Aux enfants, il rappelle que la vraie vie n'est pas sur internet, que le cycle naturel dure longtemps et demande des soins. Il fait le lien avec leur alimentation et le territoire de production. Il montre les nichoirs à mésange, les vieux pommiers hébergeant des chouettes chevêches et évoque les pigeons colombins. « Je leur explique que les agriculteurs participent au maintien de la biodiversité. Nous pouvons jouer un rôle avec des actions qui ne nous prennent pas beaucoup de temps. Ne laissons pas passer cette chance, véritable atout de communication », conclut-il.

MARIE-PIERRE CROSNIER



EARL DE LA FERME DU MOULIN  
Vertain (59)

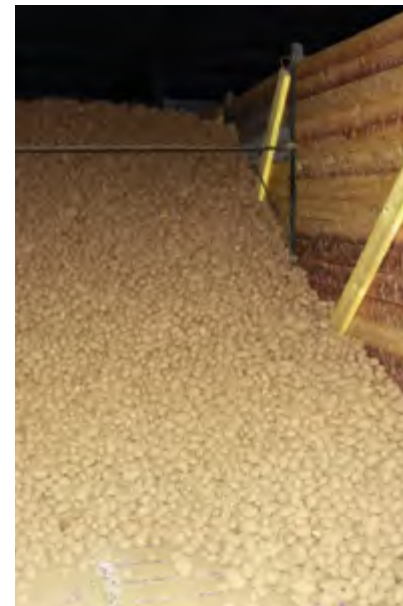
|   |                                     |
|---|-------------------------------------|
| SAU : <b>136 ha</b>   | Lin fibre : <b>9 ha</b>             |
| Blé : <b>45 ha</b>  | Colza : <b>9 ha</b>                 |
| Betteraves : <b>17 ha</b>                                     | Prairies permanentes : <b>36 ha</b> |
| Maïs : <b>20 ha</b> , dont <b>16 ha</b> pour la méthanisation | Vaches allaitantes : <b>40</b>      |



1



2



3

Photos Renaud d'Hardivilliers

**EURE**

# Sylvain Dubos Les Smart, avec prudence

Maintenir la betterave dans des terres envahies par les betteraves sauvages, c'est ce qu'a pu faire Sylvain Dubos grâce à l'arrivée des variétés Smart. Mais attention, en raison de sa moindre productivité, cette innovation doit être réservée à certaines situations et doit s'accompagner de précautions d'utilisation.

**J**e ne pouvais plus implanter de betteraves dans certaines de mes parcelles en raison de la présence excessive de betteraves sauvages », explique Sylvain Dubos, betteravier à Saint-Aubin-d'Écrosville dans l'Eure. En 2022, afin de résoudre ce problème, il a eu recours aux betteraves Smart, appelé aussi « bas intrant en herbicides ». Avec un rendement mesuré au compteur de l'arracheuse inférieur aux autres variétés de seulement 6 % en 2022, l'agriculteur est satisfait de cette innovation et a retenté l'expérience en 2023. « Comparé à mes innombrables heures de main-d'œuvre pour venir à bout des betteraves sauvages, le calcul est vite fait ». Il ajoute avoir suivi les conseils de la C-S2B et de l'ITB à la lettre afin d'éviter l'apparition de résistance qui lui serait très dommageable : arrachage scrupuleux des betteraves montées Smart, utilisation d'un produit partenaire et gestion des cordons de déterrage. Par ailleurs, il précise réserver ces variétés uniquement

aux quelques parcelles où il ne pourrait plus faire de betteraves classiques, ou à celles où le désherbage des betteraves montées est trop cher. Pour les autres parcelles, il reste sur la génétique classique : « à une moindre productivité potentielle, il faut quand même ajouter le prix supérieur des graines, même si on peut déduire des économies sur le programme désherbage », explique l'agriculteur qui précise aussi ne pas vouloir multiplier les risques de voir apparaître des betteraves ou des adventices résistantes aux sulfonylurées, ce qui serait un vrai problème.

**Prolifération des pucerons et disparition des insecticides**

Les pucerons sont aussi un vrai problème dans l'exploitation de Sylvain Dubos, sur les betteraves bien sûr, mais aussi sur ses 47 hectares de plants de pommes de terre. « Ils deviennent plus nombreux ou plus agressifs », constate Sylvain Dubos. L'agriculteur attribue

ce phénomène à la douceur des hivers, mais aussi au fait que la population ne soit plus contrôlée sur les betteraves ou sur les céréales par les néonicotinoïdes. Parallèlement, il déplore le retrait des insecticides sur les pommes de terre, et particulièrement sur les plants. « Historiquement, on passait une fois tous les 15 jours pendant 2 mois et demi. Cette année, on n'avait le droit qu'à un passage de Teppeki, et l'année prochaine, c'est fini. Ça va être encore pire », s'inquiète Sylvain Dubos. Il utilise quand même de l'huile pour protéger la surface des feuilles, mais l'efficacité est limitée. Le risque est que sa production soit déclassée, c'est-à-dire moins bien, voire pas du tout valorisée. Parallèlement, la production coûte plus cher. En effet, la production de plants demande un passage manuel dans les champs pour enlever les plants virosés. Un travail minutieux puisque « chaque pied est regardé ». Avant les interdictions d'insecticide, ce travail occupait trois personnes pendant un mois. « Cette année, cette tâche a occupé deux personnes de plus pendant quinze jours ».

**Le ray-grass problématique, même dans des rotations diversifiées**

« Le plateau du Neubourg est une des régions les plus envahies par le ray-grass. Ce qui nous sauve encore, c'est notre rotation », explique l'agriculteur qui alterne la culture de blé avec celle de la betterave, du lin, du colza ou du plant de pomme de terre. Il affirme que ses champs sont moyennement propres et qu'il sera en grande difficulté technique si une molécule antigraminées est encore enlevée. « Certains voisins qui renouvellent leur semoir passent à 15 cm d'écartement (malgré la culture de lin) et s'équipent de bineuse guidée à la fois par GPS et par caméra, afin de

pouvoir biner le blé », affirme l'agriculteur qui réfléchit à faire de même lors de son prochain achat de semoir. « Cette pratique commence même à s'installer en lin », témoigne-t-il. Il faut dire que les limons du plateau du Neubourg se prêtent plutôt bien à cette technique, ce qui n'est pas le cas partout.

Sylvain Dubos gère aussi, avec son père, une activité de prestation d'arrachage de betteraves avec deux intégrales. Ils notent une augmentation importante du coût du matériel, à l'achat comme à l'utilisation. « Le prix d'achat des arracheuses a pris 120 000 euros en deux ans. Et le coût de la main-d'œuvre comme celui de l'entretien suit la même tendance », remarquent-ils en évoquant aussi l'évolution de la réglementation sur le gazole non-routier (GNR). Ils ont donc dû répercuter ces augmentations sur le prix de la prestation d'arrachage. « Tant que le prix des betteraves est élevé, ça va. Mais s'il redescend à 25 euros par tonne, ça aura du mal à passer », s'inquiètent-ils.

Dans ce paysage agronomique et réglementaire un peu sombre, Sylvain Dubos retient quand même l'arrivée d'une solution supplémentaire : les betteraves Smart. **RENAUD D'HARDIVILLIERS**



**EARL DE PHIPOU**  
Saint-Aubin-d'Écrosville (27)

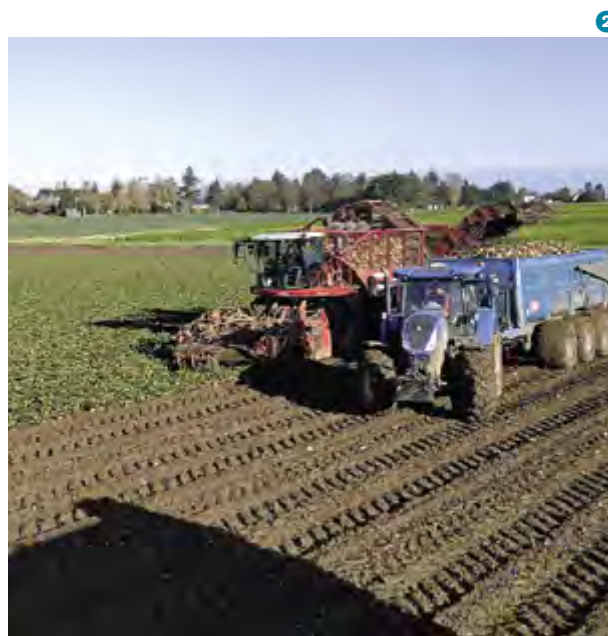
|   |                          |
|---|--------------------------|
| SAU : <b>320 ha</b>                     | Betterave : <b>45 ha</b> |
| Blé : <b>160 ha</b>                     | Lin : <b>40 ha</b>       |
| Plants de pomme de terre : <b>47 ha</b> | Colza : <b>28 ha</b>     |

1 En 2022, Sylvain Dubos a obtenu un rendement inférieur de 6 % avec ses betteraves Smart par rapport à ses variétés.

2 « Le prix d'achat des intégrales a pris 120 000 euros en 2 ans ».

3 L'agriculteur déplore l'augmentation de l'impact des pucerons et le retrait des insecticides, notamment sur les plants de pomme de terre.





LOIRET

# Basile Faucheux

## Un agriculteur engagé pour valoriser son métier

Agriculteur betteravier et président d'Agridemain, l'emploi du temps de Basile Faucheux est plus que rempli ! Après avoir repris l'exploitation de son père il y a 10 ans, il décide de se lancer dans le syndicalisme pour apporter son expérience, encourager l'installation et porter la voix de ses confrères.

**J'**ai repris l'exploitation par choix. J'ose espérer que c'est le cas pour tous, car c'est un temps plein où il faut avoir de nouvelles envies, innover et ne jamais se reposer sur ses lauriers », déclare Basile Faucheux, agriculteur à Épièdes-en-Beauce depuis 2014.

Ce jeune agriculteur de 32 ans a repris l'exploitation de 160 hectares de son père, diversifiée en culture légumière de plein champ destinée à la conserverie, de la semence potagère, des betteraves ainsi des plants de pommes de terre.

La betterave est arrivée dans l'exploitation en 2010, suite aux premières ouvertures de « quota éthanol » par la sucrerie d'Artenay. Aujourd'hui, elle représente 10 % de l'assolement. « J'ai fait 60 t/ha en 2020 et 100 t/ha en 2022. Au prix proposé aujourd'hui par Tereos, c'est intéressant, mais je suis encore engagé pour 2023 et 2024.

Après, je ferai les comptes en espérant qu'il n'y aura pas de catastrophe ». Car une plus forte présence de pucerons dans l'exploitation aura aussi des conséquences sur la production de plants de pommes de terre.

Basile Faucheux attend les nouvelles semences tolérantes à la jaunisse. L'innovation est l'une des raisons pour lesquelles une exploitation peut perdurer, selon Basile Faucheux. « C'est un enjeu pour moi d'aller expliquer au grand public pourquoi nous avons de plus en plus besoin de la science », ajoute-t-il.

### Développer les journées nationales de l'agriculture

Jeune et ambitieux, le loirétain ne s'arrête pas à son métier d'agriculteur : anciennement vice-président du syndicat Jeunes Agriculteurs national, il est désormais président de l'association Agridemain depuis octobre 2022.

**1** Basile Faucheux souhaite briser les a priori sur le métier d'agriculteur, en développant les journées nationales de l'agriculture.

**2** La betterave est arrivée sur l'exploitation en 2010, suite aux premières ouvertures de « quota éthanol » par la sucrerie d'Artenay.

**3** Les agriculteurs qui souhaitent participer à la 3<sup>e</sup> édition des Journées Nationales de l'Agriculture, qui se tiendra les 16, 17 et 18 juin 2023, peuvent inscrire leurs événements sur le site [journeesagriculture.fr](http://journeesagriculture.fr)

« Le but d'Agridemain, c'est que chaque agriculteur explique son métier au plus grand nombre et, s'il y a des choses qu'il ne sait pas, il renvoie la demande vers quelqu'un de qualifié. Par exemple, je ne suis pas éleveur mais je peux répondre à des questions de grands principes sur l'élevage même si, techniquement, je ne peux pas répondre. Nous faisons une dizaine de métiers différents, c'est normal de ne pas tout savoir », explique Basile Faucheux. Pour contrer les idées transmises uniquement via les médias, le jeune céréalier souhaite briser les a priori sur le métier d'agriculteur, en développant les journées nationales de l'agriculture. Renouvelées pour la troisième édition, elles se déroulent le deuxième week-end de juin et ont rassemblé environ 300 000 visiteurs l'année dernière. Les exploitations sont ouvertes au public, les agriculteurs profitent de ces journées pour échanger avec les visiteurs sur leur métier, leurs problématiques. « J'aimerais que ces journées soient le miroir des journées du patrimoine pour l'agriculture », indique le céréalier. Le fait d'ouvrir les exploitations peut représenter une contrainte pour l'agriculteur, qui devra mesurer quels espaces doivent être ouverts ou non. « Nous pouvons jouer ce rôle d'aide. Une exploitation, c'est un lieu de travail, où certains endroits doivent être fermés à clé », indique Basile Faucheux, tout en précisant que les visites se sont toujours déroulées dans un grand respect.

### « Il y a de la place pour tout le monde »

Partenaire de l'Anefa (Association nationale pour l'emploi et la formation en agriculture), Basile Faucheux souhaite que ces journées nationales

de l'agriculture permettent à des visiteurs de trouver leur futur métier. « Il y a du travail pour tout le monde. Les gens n'imaginent pas tout le numérique qu'on enrôle dans les exploitations. Le monde agricole est, après l'armée, celui qui utilise le plus le GPS. Celui qui veut travailler uniquement derrière un ordinateur le peut, celui qui préfère être dehors aussi », déclare le jeune agriculteur. Le secteur étant attractif, les rencontres avec le grand public vont permettre de mettre en avant ces diversités, pour changer la vision de ce métier qui, certes présente des problématiques, mais comme tous les secteurs d'activité, « le but, c'est que le grand public puisse comprendre notre métier », indique Basile Faucheux.

LÉA VINCENT



ÉPIÈDES-EN-BEAUCE  
Loiret (45)

SAU : 160 ha

Blé dur : 45 ha

Blé tendre : 40 ha

Maïs : 20 ha

Betteraves : 15 ha

Plants de pommes de terre : 15 ha

Légumes de conserve : 15 ha

Semences potagères : 15 ha



Photos : Renaud d'Hardvilliers

**MARNE**

# Abel Ferté Un betteravier apiculteur au pied du mur

Abel Ferté constate bien une mortalité anormalement élevée de ses abeilles, mais il l'attribue à l'invasion du varroa et au manque de ressources alimentaires plutôt qu'à l'usage des produits phytosanitaires.

La crise de l'apiculture est bien réelle, mais l'usage des néonicotinoïdes sur betterave n'a aucun impact sur la mortalité de mes abeilles », explique Abel Ferté, betteravier conventionnel et apiculteur bio à Cernon, dans la Marne. Ce céréalier cultive 190 ha et possède 80 ruches. « Du temps de mon père, on avait 400 ruches, et le chiffre d'affaires se répartissait à 50/50 entre la ferme et la production de miel », se rappelle l'apiculteur qui est aussi président de la section apicole de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de la Marne et qui vend toute sa production de miel directement en pots. « La mortalité des abeilles est très importante mais on se trompe de cause », ajoute-t-il. Selon son estimation, la chute du cheptel est d'abord due au varroa (entre 30 % et 50 %), au manque de nourriture (50 %), au frelon asiatique (20 %), aux incidents climatiques (20 %), aux erreurs des apiculteurs, particulièrement ceux qui sont amateurs (20 %),

et seulement pour 10 % aux pesticides. Le total ne fait pas 100 % car la mort d'une abeille peut être multifactorielle (surtout entre le varroa et les problèmes alimentaires). Pour ce qui est du varroa, les produits de lutte disponibles en bio ne sont pas assez efficaces, précise l'apiculteur marnais.

**Gérer la ressource alimentaire**

L'agriculteur explique que le problème de l'alimentation des abeilles ne réside pas dans la quantité de fleurs mais dans leur disponibilité dans le temps. « Nous sommes dans la logique de l'oasis et du désert. Cela signifie que les abeilles ont de l'alimentation à profusion pendant la floraison du colza et, ici, de la luzerne déshydratée, mais pas le reste du temps », raconte-t-il. En effet, la légumineuse arrive à fleurir environ une semaine avant la récolte et on laisse des bandes non fauchées. C'est très bon pour la nourriture des abeilles. « Entre ces deux cultures, c'est le désert. C'est pour cela que je me suis aussi lancé dans la culture de

sainfoin et de trèfle violet en production de semences qui sont très mellifères », explique-t-il. Par ailleurs, « sur mes jachères, j'essaie d'implanter un mélange d'espèces apicoles mais ce n'est pas facile. Au-delà du surcoût (30 €/ha), il faut généralement les ressemer tous les ans car elles se salissent très vite en graminées », explique Abel Ferté, qui avoue ne pas réussir à le faire systématiquement par manque de temps et de main-d'œuvre. « Une solution pourrait être de les désherber chimiquement pour conserver les plantes plus longtemps », explique-t-il. « La nouvelle PAC devrait diminuer la surface de jachère obligatoire mais obliger les agriculteurs à y planter des espèces mellifères », affirme-t-il. Pour lui, cela serait bien plus bénéfique aux abeilles et aux autres pollinisateurs. Il rappelle que les graminées ne servent à rien pour les abeilles. « Comme me l'a expliqué Philippe Lecompte, apiculteur bio et président du Réseau Biodiversité pour les Abeilles, qui m'accompagne dans mon activité, si les abeilles sont bien alimentées, elles résisteront beaucoup mieux aux virus », explique-t-il. Mais on peut comprendre que si Abel Ferté n'arrive pas à mettre en place systématiquement ses jachères mellifères, alors qu'il peut y trouver un intérêt, les agriculteurs non-apiculteurs n'auront pas plus de motivation pour le faire. Les abeilles sont aussi menacées par le frelon asiatique qui les attaque en plein vol : c'est très impressionnant à voir ! « Je fais des pièges, mais ce n'est pas suffisant. Certains disent qu'il en faudrait dix par commune ». Pour ce qui est de la protection des cultures, l'impact est en grande partie lié aux mauvaises conditions d'application, principalement des

insecticides : « il faut absolument que le pulvérisateur soit rentré à la ferme quand les abeilles se lèvent », explique-t-il et déplorant que tous les agriculteurs ne le fassent pas. Mais pour lui, les néonicotinoïdes sur betterave ne posent aucun problème. « Par ailleurs, Philippe Lecompte m'a alerté sur le fait que certains nouveaux virus ne présentent plus de symptômes autres que le non-retour des abeilles. La mortalité conséquente ne peut donc pas être différenciée de celle des pesticides. Donc je pense que les mortalités non identifiables sont imputées à l'agriculture, surtout si la détection du virus est un test qui coûte 250 euros », affirme-t-il. Abel Ferté avoue avoir peur de voir son cheptel continuer à périr, et même envisager l'arrêt de sa production. De l'autre côté, il s'inquiète fortement pour la culture de betterave. Il n'exclut pas de l'arrêter à moyen terme, à cause de la suppression des néonicotinoïdes. Quel paradoxe !

**RENAUD D'HARDVILLIERS**



**SCEA DE LA NOUVE COLINET**  
Cernon (Marne)

|   |
|---|
| SAU : <b>190 ha</b>                         |
| Blé : <b>40 ha</b>                          |
| Betteraves : <b>23 ha</b>                   |
| Orge de printemps : <b>40 ha</b>            |
| Colza : <b>17,5 ha</b>                      |
| Escourgeon : <b>10 ha</b>                   |
| Sainfoin semence : <b>10 ha</b>             |
| Trèfle violet semence : <b>4 ha</b>         |
| Jachère (apicole par moments) : <b>7 ha</b> |
| <b>80 ruches</b>                            |



1



2



3

AUBE

# Pascale Gombault

## Le sainfoin, une puissance collective

Agricultrice, viticultrice et pépiniériste, cette entrepreneuse quinquagénaire incarne le combat mené par une communauté de paysans et de scientifiques pour faire renaître une plante oubliée : le sainfoin.

Avec sa détermination habituelle, Pascale Gombault nous emmène visiter le site où sera bientôt implantée une bioraffinerie dédiée au sainfoin et à d'autres légumineuses fourragères, telles que le lotier. Ce futur démonstrateur installé à Viâpres-le-Grand dans l'Aube produira, dès 2024, des produits de biocontrôle destinés, par exemple, à l'élevage et à la viticulture. « Passer au stade industriel va nous permettre de compléter notre gamme », se félicite l'agricultrice auboise. Celle-ci peut ainsi mesurer tout le chemin parcouru depuis 2008, année où Bruno Robert, agriculteur à Vailly, a lancé l'idée un peu folle de remettre au goût du jour une légumineuse tombée en désuétude, le sainfoin. L'objectif était alors de diversifier la production pour tenter de sauver la déshydratation d'Ormes, en proie à des difficultés financières. L'histoire retiendra que le sainfoin n'a pas empêché l'usine de fermer, mais qu'il a continué son petit bonhomme de chemin, puisque la coopérative issue de sa résurrection, Sainfolia, fédère aujourd'hui

90 agriculteurs, la plupart betteraviers, qui cultivent 850 ha de sainfoin entre Champagne et Bourgogne. Le projet de redonner toutes ses lettres de noblesse à cette plante oubliée de tous ne pouvait que séduire Pascale Gombault, dont la grand-mère Clotilde a été enterrée presque centenaire avec un bouquet de sainfoin dans sa tombe, tant était grande sa passion pour cette petite fleur rose dont elle avait fait sa tête de rotation.

### De l'Aube à l'Aude

Après des études agricoles spécialisées, comme il se doit, dans les productions animales, mais aussi dans l'agro-industrie, l'auboise entame une carrière de commerciale dans le secteur de la nutrition animale. En 2005, encore en poste chez Adisseo (ex-Rhône Poulenc Animal Nutrition), elle reprend une partie de la ferme familiale à Viâpres-le-Petit, avant de quitter son emploi salarié quatre ans plus tard, alors que son entreprise est tombée sous la coupe d'un groupe chinois. Désormais à la tête d'une exploitation

1 La production de conifères de collection a permis de diversifier l'activité de l'exploitation agricole dirigée par Pascale Gombault.

2 La coopérative Sainfolia que préside l'agricultrice auboise comprend une ferme apicole riche de plusieurs centaines de ruches.

3 Pascale Gombault sur le site du futur démonstrateur industriel qui permettra de fabriquer des ingrédients naturels à base de sainfoin notamment.

agricole, elle se fixe une règle de conduite : « Ramener de la valeur dans la cour de ferme, en exploiter toutes les ressources, diversifier l'activité comme c'était le cas autrefois, s'assurer une rémunération juste, équitable et stable. » Le tout en s'appuyant sur la force du collectif, sur la notion de « puissance et de créativité paysanne », celle qui permet de renverser des montagnes. Pascale Gombault applique ses préceptes à titre individuel en rachetant, en 2008, une pépinière avec sa sœur Marie-Laure, directrice artistique d'une agence de communication à Paris. Elle en fait un atelier à part entière de sa ferme et la spécialise sur un marché de niche, celui des conifères de collection, et en particulier des conifères nains sous sa propre marque Conifères Bijoux, à raison de six cents variétés environ. Réputée dans la France entière, « La Pépinière des Laurains réalise aujourd'hui 70 % de ses ventes avec les terrasses parisiennes », souligne l'agricultrice. Celle-ci exploite en parallèle 15 ha de vignoble en AOC Limoux, un héritage familial qu'elle a fait fructifier, ce qui l'amène à franchir régulièrement les 950 km qui séparent l'Aube de l'Aude...

### Femme-orchestre de la filière

Pascale Gombault a construit, de front, une véritable filière dédiée au sainfoin. Depuis sa ferme qui lui sert de QG, elle s'est entourée de nombreux partenaires, qu'elle a su fédérer au fil des ans autour de ce projet collectif, en particulier dans le milieu de la recherche. Elle avait initialement montré l'exemple en plantant les deux premiers hectares et demi de cette plante sur sa propre exploitation. Elle est devenue l'inlassable femme-orchestre d'une légumineuse, dont elle vante les vertus antiparasitaires pour les sols et

la capacité d'automédication pour la faune et la flore. Avant la fondation de la coopérative Sainfolia, qui s'occupe de la production, et dont elle est la présidente, elle avait contribué à créer Multifolia, la société chargée de l'aspect R&D, transformation et commercialisation, et dont elle occupe les fonctions de directrice générale. C'est Multifolia qui exploitera le démonstrateur industriel évoqué au début de cet article. Sainfolia gère aussi, de son côté, une ferme apicole comprenant plusieurs centaines de ruches, avec -bien sûr - comme produit phare le miel de sainfoin, plante éminemment mellifère. La ferme apicole illustre bien la stratégie d'intégration de toute forme de valeur ajoutée à l'exploitation agricole prônée par cette agricultrice « généraliste et touche-à-tout ». Elle qui se décrit volontiers comme « audacieuse » à l'image de son ancêtre Danton, défend la vision d'une agriculture « plurielle ». Sa grand-mère Clotilde, qui a eu le temps de voir renaître son cher sainfoin, serait sans doute fière d'elle aujourd'hui.

FRÉDÉRIC MARAIS



SCEA DU MOULIN À VENT  
Viâpres-le-Petit (10)

SAU : 165 ha

Céréales : 100 ha

Sainfoin : 30 ha

Betteraves : 20 ha

Tournesol : 15 ha



**PAS-DE-CALAIS**

# Martin Gosse de Gorre

## La ferme pilote teste de nouvelles techniques

Martin Gosse de Gorre aime travailler avec les instituts techniques pour tester de nouvelles méthodes agronomiques. Son exploitation, certifiée ISO 14001, se lance aussi prudemment dans le bio.

**P**assionné et jovial, Martin Gosse de Gorre est un agriculteur de 29 ans bien dans ses baskets. Installé à Ostreville dans le Pas-de-Calais, ingénieur UniLaSalle Beauvais, il aime travailler avec les conseillers de l'ITB, d'Arvalis et du Geda du Ternois. C'est donc tout naturellement qu'il a intégré le réseau des fermes pilotes du Plan national de recherche et d'innovation (PNRI) mis en place pour trouver des solutions contre la jaunisse. Martin Gosse de Gore ne craint pas l'arrêt des néonicotinoïdes, puisqu'il avait déjà décidé de s'en passer il y a deux ans. « Les contraintes de rotation devenaient trop fortes », justifie-t-il. En attendant l'arrivée de variétés résistantes, il se dit surtout « inquiet pour la filière betterave en général. En interdisant les néonicotinoïdes, on a tiré une grosse balle dans son pied ». Il veut donc tester de nouvelles techniques, mais pas tout seul. « C'est plus sécurisant de travailler avec un institut, on a l'avantage de faire le point régulièrement avec des techniciens, et on est indemnisé en cas de pertes. Et puis, l'objectif est que tout le monde

puisse profiter des résultats de ces essais », explique-t-il. Les plantes compagnes ont plus particulièrement été étudiées sur sa ferme. « On a observé des effets intéressants, mais l'avoine a été difficile à détruire en 2021. Résultat : la betterave a perdu 17 % de rendement. En 2022, le souci a plutôt été la levée de l'avoine », explique-t-il. L'ITB a aussi réalisé 2 lâchers de chrysope. « On a vu une diminution du nombre de pucerons, par contre il y en avait tellement – on en comptait 30 au lieu de 40 pour le témoin – que leur rôle n'a pas été significatif sur la jaunisse ». Enfin, il a testé un produit de biocontrôle – l'Argical pro – une argile blanche enrichie en aluminium. « J'ai remarqué une baisse du nombre de pucerons : 80 % de pucerons en moins, mais il en restait toujours 20 %. Appliqué à 20 kg/ha en 3 passages, Argical pro doit tapisser les feuilles de betteraves pour perturber les pucerons. Mettre autant de quantités sur la betterave, ce n'est pas super », conclut Martin Gosse de Gorre. La communication est un autre centre d'intérêt. Avec le Geda du Ternois, il

**1** Martin Gosse de Gorre (à gauche) travaille avec Olivier Ley, délégué régional de l'ITB Nord-Pas-de-Calais et son collègue Olivier Barlet.

**2** Passage herse étrille dans les pommes de terre bio.

**3** Il commercialise des graines de courges, de haricots rouges, de pois jaunes ou de lentilles noires beluga sous la marque « Graines en Nord ».

organise des « Randofermes », pour faire découvrir le monde agricole au grand public : 6 km de parcours ponctué de visites d'exploitation et qui se termine par un repas à la ferme, avec des produits locaux. La prochaine est programmée pour le 11 juin : « il faudra faire mieux que l'an dernier où il y a eu 250 randonneurs ».

**50 ha en bio**

Martin Gosse de Gorre est aussi en contact avec les consommateurs pour faire connaître sa marque « Graines en Nord » sur les salons et les marchés. La ferme est en effet divisée en deux parties : 120 ha de grandes cultures en conventionnel et 50 ha de cultures biologiques, dont certaines sont commercialisées sous la marque « Graines en Nord », qu'il a créée avec cinq jeunes agriculteurs souhaitant se diversifier : graines de courges, haricots rouges, pois jaunes, lentilles noires beluga et lentilles vertes. Martin s'est installé en 2016 et, depuis 2018, il convertit 13 ha tous les ans pour apprendre le nouveau métier du bio. « C'était un challenge. Cela permet d'avoir une vision différente et de fréquenter un autre réseau. Mais avec la crise du bio, je vais faire une pause. Cela devient compliqué d'avoir des contrats. On n'a plus de vision d'avenir ». Au début, le jeune agriculteur ne croyait pas trop au bio, mais « plus on s'y intéresse, plus on avance. C'est une vision des choses différente et un autre réseau d'agriculteurs et cela permet de faire grandir le conventionnel. Par exemple pour le désherbage mécanique ».

**Certification environnementale**

Pour lui, la préservation de l'environnement se concrétise aussi par l'obtention de certification ISO 14001. Une

méthode de management des risques environnementaux qui est empruntée au monde de l'industrie. C'est son père qui avait lancé cette certification en 2006, et il a poursuivi l'expérience. « La première motivation est d'enclencher une boucle d'amélioration continue des pratiques sur l'exploitation de manière collective. On regarde où sont les risques et comment on peut les gérer », explique le planteur. En effet, il est accompagné dans cette démarche par l'association Terre de Nord Pas-de-Calais (certifiée ISO 14001), qui aide ses adhérents à mettre en place cette certification ISO reconnue internationalement. « Dans cette association on parle de stratégie d'entreprise. Cela permet de sortir de notre environnement agricole et de prendre de la hauteur. On travaille sur la stratégie à 5 ans ». Alors dans 5 ans ? Après la plantation de haies pour accroître la biodiversité, pourquoi pas se lancer dans l'agroforesterie !

**FRANÇOIS-XAVIER DUQUENNE**



**SCEA DE FORESTEL**  
Ostreville (62)

**SAU : 170 ha**

**Blé : 50 ha**

**Betteraves : 25 ha**

**Lin : 15 ha**

**Pommes de terre pour McCain : 15 ha**

**Cultures biologiques : 50 ha**

Maïs grain, racine d'endives, pommes de terre, chanvre, triticale semences, luzerne, lentilles et haricots.



Photos : Renaud d'Hardivilliers

MARNE

# Hervé Lapie l'agriculture en commun

Bien connu pour ses responsabilités syndicales, Hervé Lapie est avant tout un agriculteur et un betteravier. Son credo : ne pas travailler seul mais mutualiser tout ce qui peut l'être.

**G**aec, porcherie partagée, Cuma intégrale, coopérative : l'activité agricole d'Hervé Lapie a toujours reposé sur le sens du collectif. Installé sur 145 hectares dans la Marne avec son frère, via un Gaec partiel, il ne possède aucun matériel en propre. Tout est détenu par une Cuma intégrale qui rassemble 5 fermes sur une surface de 670 hectares. « C'est la filière betterave qui nous a mis le pied à l'étrier de la Cuma en raison du coût des investissements. Dans la Marne, de nombreuses Cuma se sont mises en place autour des chantiers de récolte des betteraves et des pommes de terre », se rappelle-t-il. Côté élevage, la porcherie est exploitée avec son frère et un autre agriculteur voisin : « quand on a voulu remplacer les anciens bâtiments devenus trop vétustes, un voisin nous a proposé de s'associer avec nous », explique-t-il.

Pour lui, la réussite de cette optimisation des moyens de production s'appuie d'abord sur des valeurs humaines : la capacité de s'écouter et de travailler ensemble. « Chacun y met du sien », précise-t-il. Cependant, la collaboration que ces agriculteurs ont mise en place repose aussi sur une bonne

entente historique : « on est aussi une équipe de copains qui se sont connus à l'école et sur les terrains de foot. On partage nos idées ». Les différentes exploitations ont des tailles relativement proches, autour de 150 hectares (de 70 à 180 hectares). Quoi qu'il en soit, les adhérents de la Cuma se retrouvent le lundi matin pour faire le point sur les travaux de la semaine.

Par ailleurs, Hervé Lapie sait que son activité syndicale ne repose pas que sur lui : « ma force, c'est aussi mon entourage familial. Mon frère et nos salariés sont en soutien et ne m'ont jamais reproché mes absences de la ferme ». S'il reste fidèle à son tour de plaine hebdomadaire, il avoue ne plus pouvoir réaliser seul la protection et le suivi des cultures.

### Sens du collectif à l'intérieur et à l'extérieur de la ferme

L'agriculteur est aussi très attaché au modèle coopératif comme au syndicalisme. « D'ailleurs en betterave, si on a réussi à racheter Beghin Say, c'est grâce au système coopératif et à la CGB ». Il rappelle cependant l'exigence que les coopératives doivent avoir sur la transparence : « les orientations et les projets

doivent être partagés avec les coopérateurs ». Côté syndicalisme, la liste des faits d'armes du nouveau secrétaire général de la FNSEA est trop longue à détailler. Mais il précise qu'il n'a aucune ambition personnelle dans le syndicalisme. « Les dix premières années de ma carrière d'agriculteur, je me suis d'ailleurs consacré exclusivement à ma ferme. Mon père donnait déjà assez de temps à la FNSEA et il fallait du monde pour faire tourner la ferme. Mais petit à petit, on m'a poussé à m'engager ».

Hervé Lapie s'appuie aussi sur le système associatif pour agir. L'association Symbiose qu'il a co-créée a pour but d'accompagner et de fédérer les agriculteurs de Champagne-Ardenne qui veulent s'investir dans le développement de la biodiversité. Citons par exemple les 1 800 km de bandes non fauchées de première coupe de luzerne qui sont, entre autres, très appréciés des pollinisateurs sauvages et domestiques. Outre cela, Hervé Lapie a réensemencé une partie des bordures de chemin de son exploitation. « L'idée est de remplacer les graminées par des plantes mellifères », explique-t-il. Il voit dans cet espace non cultivé entre les champs et les chemins un moyen de mettre en place un réseau de trame verte pour la biodiversité.

Son objectif est aussi de trouver des alliés au-delà du monde agricole. À noter qu'Hervé Lapie est un des rares agriculteurs administrateurs de l'Office Français de la Biodiversité (OFB). « Je cherche à ramener un peu de réalité au sein de cet organisme et à montrer que l'agriculture est porteuse de solutions ».

### Éleveur avant tout

Hervé Lapie est certes un céréalier, mais il se définit d'abord comme un éleveur. « À la ferme, la porcherie est toujours

prioritaire sur la plaine », avoue-t-il. « Un semis de blé peut toujours attendre, mais pas une insémination ». Naisseur-engraisseur de cochons, sa porcherie compte 350 truies et emploie 2,5 salariés. Il voit dans l'élevage et les grandes cultures deux ateliers très complémentaires, tant en termes d'effluent d'élevage que de valorisation des céréales. Il n'a pas de fabrication d'aliment à la ferme, mais livre toutes ses céréales chez Néalia, la filiale de Vivescia qui fabrique de l'aliment du bétail, selon un contrat qui prévoit la vente des céréales et l'achat de l'aliment selon un prix moyen. Cela permet à Hervé Lapie de se détacher du prix du marché. L'éleveur précise que la porcherie est un élevage très technique. La complémentarité entre les associés est donc bienvenue pour assurer un suivi permanent tout en s'octroyant des week-ends de repos. Par ailleurs, l'éleveur affirme vivre beaucoup mieux les périodes de crise (très liées au cours du porc) à plusieurs.

RENAUD D'HARDIVILLIERS



GAEC SAINT-FRANÇOIS  
La Cheppe (51)

|                             |
|-----------------------------|
| SAU : 145 ha                |
| Blé : 37 ha                 |
| Betteraves : 29 ha          |
| Colza : 19 ha               |
| Luzerne déshydratée : 19 ha |
| Orge de printemps : 20 ha   |
| Pois de printemps : 7 ha    |
| Ray-grass semence : 9 ha    |
| Miscanthus : 3 ha           |

1 Hervé Lapie s'inscrit dans la tradition collective et associative à l'origine de plusieurs initiatives économiques déterminantes dans le développement de l'agriculture champenoise. (ici, à gauche, à côté de son frère)

2 Tout le matériel est détenu par une Cuma intégrale qui rassemble 5 fermes sur une surface de 670 hectares.

3 Naisseur-engraisseur de cochons, la porcherie d'Hervé Lapie compte 350 truies et emploie 2,5 salariés.



**NORD**

# Manon Loingeville Produire 200 000 sachets de chips par an

Dans le Nord de la France, Manon Loingeville va piloter la production de chips Bellevue qui seront fabriquées en transformant une partie de la production des 45 hectares de pommes de terre de l'exploitation familiale.

**À** Sercus dans le Nord, les chips Bellevue sont déjà des stars ! Personne ne les a encore goûtées car elles seront produites, mises en sachets et commercialisées dans les toutes prochaines semaines par la famille Loingeville-Deram, à la tête de l'exploitation Bellevue de 235 ha. Mais ces chips s'affichent sur tous les réseaux sociaux. Sur Instagram, 400 followers suivent l'avancée du projet familial. Manon Loingeville, cheffe de projet, y publie régulièrement les films qu'elle réalise pour tenir en haleine ce public assidu. Un des derniers films porte sur les 45 ha de pommes de terre cultivés chaque année par Isabelle et Nicolas Loingeville (ses parents) et son oncle Gauthier Deram, avec le concours de leurs salariés.

**Un projet à 600 000 €**

La cheffe de projet a collecté l'an passé 8 100 € de dons sur la plateforme de Crowdfunding Mimosa auprès des 148 contributeurs avec, comme contrepartie, des sachets de chips et

des goodies. Cette somme d'argent a déjà été employée à la réfection du toit du bâtiment qui abritera l'atelier de production.

Comparés au montant du projet (600 000 €), ces fonds ont avant tout une portée symbolique. Mais Manon s'appuie sur les réseaux sociaux pour promouvoir le projet familial qu'elle pilote depuis 16 mois.

Par ailleurs, la cheffe de projet a démarché des magasins de proximité pour faire connaître le projet de sa famille afin de mettre en vente les dizaines de milliers de sachets de chips, qui seront fabriqués à partir de février 2023.

La famille de Manon a décidé de se lancer dans la transformation de pommes de terre en 2019. Depuis plusieurs années, elle souhaitait développer une activité de diversification qui valoriserait une partie de la production agricole de l'exploitation Bellevue. L'enjeu était aussi de préserver l'activité des 4,5 équivalents plein-temps (les chefs d'exploitations et leurs trois salariés) qui y travaillent.

**1** Manon Loingeville présente les chips Bellevue.

**2** La production de chips mobilise toute l'équipe de la ferme Bellevue.

**3** Les lamelles de pommes de terre sont plongées dans un bain d'huile porté à 170 °C.

Après avoir réalisé une étude marketing, le choix s'est porté sur la production de chips. Toutefois, la crise de la Covid a compliqué et ralenti le lancement, puis la réalisation du projet. Mais entretemps, Manon a achevé ses études en marketing et, il y a 16 mois, elle a proposé à ses parents et à son oncle de prendre en main leur projet de production de chips qui mobilisait déjà toute sa famille.

« 100 tonnes de pommes de terre riches en matières sèches seront nécessaires pour produire dès cette année 200 000 sachets de 150 grammes », explique Manon Loingeville. Récoltés au début de l'automne dernier, ces tubercules sont stockés dans le hangar de l'exploitation en attendant d'être épluchés, tranchés et frits.

Pour fabriquer les chips, un des bâtiments de l'exploitation (430 m<sup>2</sup> au sol) a entièrement été réaménagé pour en faire un atelier de production. Il a été scindé en trois parties.

Une salle sera réservée à la réception des pommes de terre, à leur lavage et à leur épluchage. Une deuxième salle « blanche » sera dédiée à la production de chips et à leur ensachage. Les sachets seront ensuite stockés dans une troisième pièce.

Sur la ligne de production, un chaudron friera les lamelles de pommes de terre dans un bain d'huile porté à 170 °C, puis une centrifugeuse déshuilera les chips obtenues.

À la ferme, la production de chips mobilisera cette année 3 à 4 personnes, un jour par semaine. En conséquence, les 200 000 sachets seront produits cette année en 50 jours. Mais leur commercialisation se déroulera toute l'année. La nouvelle activité de transformation requiert les compétences agronomiques de Nicolas et de Gauthier ;

elle valorisera l'expérience acquise par Isabelle lorsqu'elle était ingénieure dans l'industrie agroalimentaire et elle exploitera les connaissances en marketing digital et en hygiène alimentaire de Manon, diplômée d'un master. Trois kilos de pommes de terre sont nécessaires pour fabriquer 1 kg de chips. Le chiffre d'affaires généré par la nouvelle activité - jusqu'à 30 tonnes de chips seront produites cette année - devra être suffisant pour couvrir les frais de production, le transport, la commercialisation et, évidemment, pour rémunérer le travail d'1,5 équivalent temps plein.

La production de chips est appelée à doubler dès l'an prochain afin de réaliser des économies d'échelle nécessaires pour amortir les investissements réalisés.

Les premières chips seront naturelles, juste salées. Manon et ses parents se fourniront en huile de tournesol auprès d'un fabricant français.

À l'avenir, Manon prévoit de développer une gamme de chips variée en s'appuyant sur certaines productions locales.

**FRÉDÉRIC HÉNIN**



**LA FERME BELLEVUE**  
Sercus (59)

SAU : **235 ha**

Pommes de terre : **45 ha**

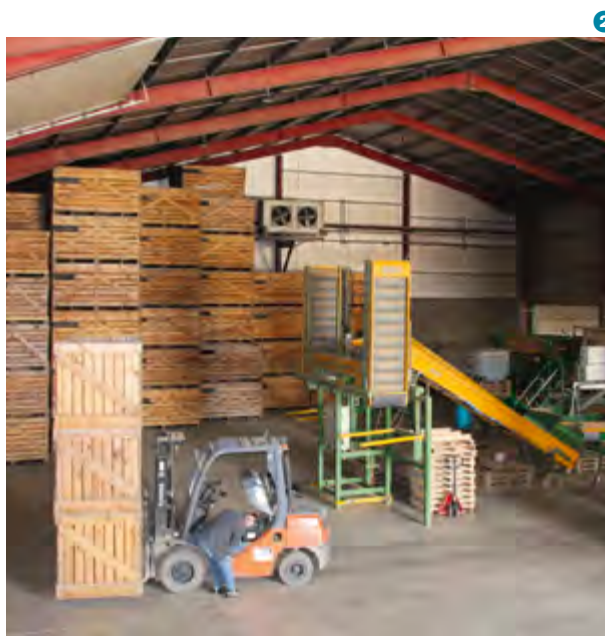
Blé : **100 ha**

Maïs grain : **20 ha**

Betteraves : **40 ha**

Haricots verts : **10 ha**

Lin fibre : **20 ha**



PAS-DE-CALAIS

# Julien Mahieu Il transforme la contrainte énergétique en atout

Producteur et stockeur de pommes de terre, Julien Mahieu a subi les hausses de tarifs de l'électricité. Pour les limiter, il produit sa propre électricité et vend le surplus.

**B**etteravier à Achiet-le-Grand, dans le Pas-de-Calais, à 6 km de Bapaume, Julien Mahieu cultive 60 ha de pommes de terre (consommation et chips). Il les commercialise lui-même, ainsi que celles d'autres producteurs au sein de sa société Mac'Pom. « Au total, je stocke 6 000 t de tubercules, destinées principalement au marché export Italie et Espagne, explique-t-il. Soit 4 000 pallox ». Pour les refroidir et les conserver de fin août à mi-juin, l'agriculteur consomme 650 000 kilowattheures. Quatre frigos aspirent l'air extérieur dès qu'il est plus frais que l'air intérieur grâce à un thermostat automatique, pour atteindre une température de 4 °C pour les pommes de terre de consommation et 8 °C pour les chips.

**50 000 € d'électricité**

« En décembre 2021, mon fournisseur d'électricité m'a annoncé que mon contrat s'arrêtait, se souvient-il. Je devais choisir un nouveau contrat ». Face à la hausse des prix proposés, à

la multiplicité des contrats et leurs complexités, Julien Mahieu contacte un conseiller indépendant. « Quand je n'ai pas les compétences, je fais appel à un professionnel », justifie le chef d'entreprise.

Avec une facture annuelle avoisinant les 50 000 €, l'enjeu était conséquent. « Mon conseiller indépendant en énergie (VSO Conseil) m'a sauvé, il a tout optimisé », reconnaît le planteur. Il opte pour un contrat Estivia d'EDF adapté pour les agriculteurs stockeurs de pommes de terre et irrigant. Ce contrat comprend des heures creuses et des heures pleines, des prix plus attractifs en demi-saison et en période estivale, garantis pendant 3 ans.

« J'ai eu beaucoup de chance en signant mon contrat d'achat d'électricité le 27 février 2022, juste avant la flambée des prix dus à la guerre en Ukraine. Ensuite, le mois d'avril 2022 resté très frais, notamment la nuit, a limité la consommation. Autre aubaine, les pommes de terre commercialisées un peu plus rapidement que

d'habitude m'ont évité le stockage en juin, période chaude, plus coûteuse pour refroidir. »

**Un quart des besoins produit en photovoltaïque**

Mais cet épisode fait réfléchir l'agriculteur sur sa dépendance au coût d'électricité. « Les conséquences de la flambée énergétique auraient pu être dramatiques pour mon entreprise », insiste l'entrepreneur. Pour éviter ces risques, Julien Mahieu décide de produire de l'électricité en photovoltaïque. Il avait déjà fait poser des panneaux en 2012, avec 36 kw en revente totale à 22 ct/kwatt.

Début 2022, toujours aidé par son conseiller énergie, il monte un second projet de 207 kilowatt-crêtes (kWc) sur 1 000 m<sup>2</sup>. Cette fois-ci, une partie de l'électricité est utilisée en autoconsommation. « En autoconsommation, je ne peux pas réinjecter plus que mon contrat d'électricité actuel de 250 kilovoltampères », précise-t-il. Le courant produit va servir à couvrir une partie des besoins des frigos et du conditionnement en big bag. Le surplus est revendu. La production a débuté le 5 mai 2023, avec un ensoleillement record.

En 2014, lors d'un agrandissement, Julien Mahieu avait installé un transformateur de 60 000 € près de son site, au lieu d'utiliser le transformateur public. Ce qui aujourd'hui lui permet de poursuivre son développement photovoltaïque avec un troisième projet de 166 kWc, soit 800 m<sup>2</sup> installés par l'entreprise, en fonctionnement depuis août. « Cette fois-ci, j'utilise des toitures sur la face nord. A priori, cette face produira 20 % d'électricité en moins. Mais elle permet d'optimiser le coût du transformateur, le nouveau contrat d'électricité ainsi que l'optimisation de production

des trois onduleurs », dévoile-t-il. Au total, les deux projets (373 kWc) demandent un investissement de 280 000 à 300 000 €. L'agriculteur estime son retour sur investissement entre 8 et 9 ans, selon l'ensoleillement et l'évolution du coût de l'électricité. Agé de 40 ans, il espère profiter de la production électrique plusieurs décennies, les prix actuels étant garantis 20 ans. Sa production en autoconsommation permettra de couvrir un quart de son besoin en électricité. L'électricité en surplus est revendue à 0,1287 euros/kwatt (prix premier trimestre 2023) pour le nouveau projet. « Encore une fois, j'ai eu de la chance. Le projet a pris un peu de retard et les prix ont augmenté », se réjouit-il.

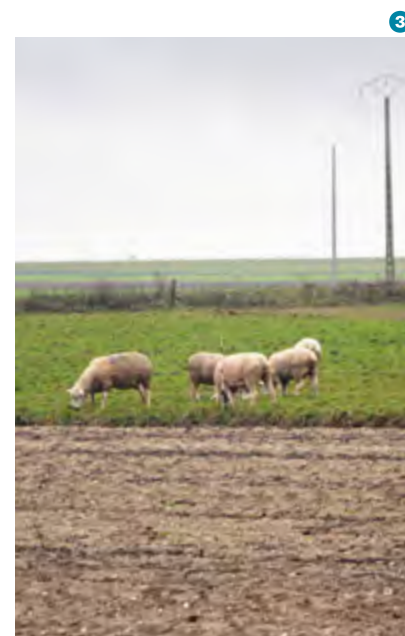
Le producteur de pommes de terre apprécie aussi l'atout environnemental sur lequel il peut communiquer. Le deuxième projet mis en route le 5 mai, permettait déjà, 40 jours plus tard d'économiser 21 t de CO<sub>2</sub> ou l'équivalent de 1 676 arbres. Ses 2 000 m<sup>2</sup> de toiture lui laissent encore la possibilité de réaliser de nouvelles productions énergétiques à l'avenir.

MARIE-PIERRE CROSNIER



SOCIÉTÉ MAC' POM  
Achiet-le-Grand (62)

|  |                      |
|--|----------------------|
| Pommes de terre stockées :             | 6 000 t              |
| Consommation :                         | 650 000 kwattheures  |
| Surface de toiture en photovoltaïque : | 2 300 m <sup>2</sup> |
| Total des trois projets :              | 409 kWc              |



Photos : Julie Guichon

**AUBE**

# Victor Maman Production animale et végétale, un duo gagnant

Installé récemment sur l'exploitation familiale, Victor Maman se passionne pour l'élevage ovin et la sélection d'animaux reproducteurs destinés à la vente.

Ce n'est que passé la trentaine, en 2019, que Victor Maman décide de revenir sur l'exploitation familiale. Ancien consultant en cabinet de recrutement, il passe son brevet professionnel responsable d'entreprise agricole (BPREA). En hiver 2022, à l'issue d'une année de formation, il devient salarié de l'exploitation puis s'installe. « Plus jeune, c'était inenvisageable pour moi d'exercer le métier d'agriculteur et d'éleveur, se souvient Victor. J'étais obnubilé par l'image d'un métier dur et contraignant. Finalement, plus tard, j'ai réalisé qu'être agriculteur offre cette chance de voir le résultat de son travail. C'est tangible et particulièrement appréciable. »

**Synergie entre les productions**

« L'élevage a toujours représenté le fil conducteur et une richesse sur notre exploitation, indique Victor. Avec mon père, nous réfléchissons toujours à la valeur ajoutée et aux synergies possibles entre les productions animales et végétales. Tout est optimisé : les graminées

porte-graines pour l'exploitation de la paille, la luzerne fourragère pour favoriser la lactation des brebis, la betterave sucrière pour la pulpe déshydratée, etc. » La ration des brebis, de la race Île-de-France, est composée d'orge d'hiver, de pulpes déshydratées et d'un correcteur azoté sous forme de drêche ou de bouchons déshydratés. En revanche, ce type d'alimentation ne convient pas aux agneaux. « Ce sont des animaux fragiles, précise l'éleveur. Gourmands, ils ont tendance à trier pour ne consommer que l'orge ou la pulpe. Nous les nourrissons donc uniquement avec un aliment complet pour éviter tout risque de déséquilibre alimentaire. »

Victor aspire à faire pâturer davantage ses brebis, pour réduire les coûts d'alimentation, améliorer la structure du sol et défavoriser l'activité des rongeurs grâce au piétinement des ovins et à la pose de piquets pour les rapaces.

**Deux temps forts : Pâques et l'Aïd**

Victor vend sa production, soit 400 à 550 agneaux par an via la coopérative Sicarev, qui possède la certification

Label Rouge. Les animaux peuvent être vendus sous cette appellation, sous réserve qu'ils soient éligibles au cahier des charges. La coopérative gère toute la partie logistique (prise de commande, fixation du prix et transport). « Je n'envisage pas de me lancer dans la vente directe, indique le jeune agriculteur. Dans l'esprit collectif, l'agneau est une viande au goût trop prononcé pour attirer les consommateurs. C'est pourquoi la vente en circuit court est difficile et économiquement peu rentable pour ce type de production. » Même si le marché de l'agneau a tendance à décliner, l'éleveur reste optimiste quant à la pérennité de cet élevage. « D'une part, il bénéficie d'une bonne image et d'autre part, la production française actuelle ne suffit pas à couvrir la demande, notamment à Pâques et au moment de l'Aïd. » Pour fournir les besoins lors de ces deux temps forts, Victor s'organise avec les inséminateurs pour concentrer les chaleurs puis les inséminations des brebis. Les agnelages ont ensuite lieu en septembre puis en mars, afin de proposer de la viande de Noël à Pâques et durant l'été.

**L'insémination, clé de voûte de l'amélioration du troupeau**

Pour la monte naturelle, Victor possède une dizaine de béliers. Il a opté pour la lutte en lots, c'est-à-dire qu'il isole un bélier avec 20 brebis au maximum. Ainsi, il connaît la paternité de l'agneau, qui pourra ensuite être sélectionné puis vendu en tant que reproducteur. « L'insémination m'intéresse particulièrement car elle offre la possibilité de produire des animaux de race avec des caractéristiques recherchées et spécifiques », précise Victor. Pour se former, il participe à des concours, l'occasion pour lui de rencontrer

d'autres éleveurs et de se confronter à leurs pratiques. « Chacun affectionne un 'profil type' d'animaux qui diffère selon les régions, constate-t-il. La rencontre avec d'autres éleveurs m'apprend à comprendre les critères recherchés pour être primés. » **JULIE GUICHON**

**QUID DE L'ÉCOPÂTURAGE ?**

Régulièrement, Victor Maman a des demandes pour faire pâturer ses brebis dans des parcelles agricoles ou viticoles. Il ne prend pas encore le temps de s'y consacrer, faute de temps, parce qu'il faut prévoir le transport des animaux, la pose puis la dépose de clôtures. Pour le moment, ses brebis pâturent dans les couverts d'un voisin, ce qui laisse aux prairies le temps de se recharger. Le partenariat est gagnant-gagnant : les brebis se nourrissent et, en contrepartie, elles broient puis fertilisent la culture. Pour Victor Maman, l'écopâturage représente un véritable sujet d'avenir.



**VICTOR MAMAN**  
Orvilliers-Saint-Julien (10)

**SAU : 110 hectares**

Céréales : **36 ha**

Chanvre : **20 ha**

Betteraves : **15 ha**

Luzerne : **12 ha**

Prairies temporaires : **7 ha**

Graminées porte-graine : **20 ha**

Elevage : **300 brebis**





Photos : M.-P. Crosnier

AISNE

# Philippe Meurs De l'énergie à revendre

Après avoir développé un atelier d'engraissement de taurillons, Philippe Meurs valorise ses toitures, avec le photovoltaïque, et le fumier, avec la méthanisation. De l'énergie à prix garantis pour supporter les aléas sanitaires, climatiques et les variations de prix.

« Ici rien ne se perd, tout se transforme. Philippe Meurs, agriculteur à Oulchy-le-Château, dans le sud de l'Aisne, valorise au maximum ce qui est à disposition. L'exploitation où il s'est installé en 1995 disposait de « deux jambes » : les cultures et les bovins viande. Il les a développées et en a créé deux autres : le photovoltaïque et la méthanisation. « Une nécessité, avoue le betteravier. Les 400 hectares, dont 70 de prairie que nous cultivons avec mon épouse, ont un faible potentiel. L'énergie assure une visibilité à long terme ».

### Un hectare de toiture valorisé

Éleveur dans l'âme, l'exploitant passe progressivement à 700 places d'engraissement de taurillons charolais entre 2008 et 2020. Il utilise comme aliment de base la pulpe surpressée, achetée aux deux coopératives où il est adhérent (Tereos Bucy et Cristal Union Bazancourt). Il complète les rations avec des tourteaux de tournesol de soja, des pulpes de pommes de terre venant de Vecquemont et bien sûr de la paille.

La surface des bâtiments d'élevage atteint un hectare ! Dès 2011, l'entrepreneur loue une partie du toit pour le photovoltaïque (230 kWel produit), une source de revenu appréciable. Pour les derniers bâtiments construits en 2020 et 2021, il achète lui-même les panneaux et vend l'électricité (500 kWel et 350 kWel).

Toujours dans un souci de valorisation, Philippe Meurs se lance dans la méthanisation. Avec la même volonté de cohérence et d'optimisation vertueuse. « Les cultures produisent des aliments. J'utilise les co-produits (betteraves, pommes de terre, paille...) pour les bovins. Ils fournissent de la viande et du fumier transformé en énergie et en digestat. Avec une économie de 50 % de l'azote apporté dans la ferme ». Plutôt que d'investir dans une fumière, l'entrepreneur préfère financer un atelier créateur d'énergie. De plus, reconnaître-il, la méthanisation oblige à être plus performant sur l'atelier d'élevage. Les lots de bovins doivent se succéder pour fournir 25 tonnes de fumier quotidien.

1 Vu le faible potentiel de certaines parcelles, Philippe Meurs s'assure des revenus prévisibles en produisant de l'énergie.

2 Un hectare de toiture à valoriser pour la production d'électricité.

3 Le digestat assure 50 % des apports azotés de l'exploitation.

### 9 000 tonnes de fumier transformées en énergie

Reste que l'aventure de la méthanisation n'est pas simple. Un premier fournisseur de matériel a déposé le bilan. Avec le second, AgriKomp, Philippe Meurs opte pour la voie de « l'infiniment mélangé » et commence la production en automne 2022. Le fumier est coupé en petits morceaux pour une meilleure transformation par les bactéries en méthane. Il est mélangé avec du liquide (récupération des jus : cour, silos, bovins, eaux pluviales) dans le digesteur. Il y passe 30 jours à 45 °C. La préparation a la consistance d'une soupe avec 8 à 10 % de viscosité. Le digestat est obtenu après une séparation de phase. Le liquide est envoyé dans une fosse, et le solide tombe par gravité sur une plateforme. Le méthane produit est transformé en électricité et en chaleur (séchoir à fourrage et à grain avec des gaines enterrées). Pour valoriser encore mieux l'énergie, Philippe Meurs envisage un réseau de chaleur pour chauffer les quelques habitations du hameau voisin. L'eau chaude serait transportée dans des tuyaux enterrés à 80 cm sur 700 m. Aujourd'hui, le méthaniseur a une puissance de 250 kWel et fonctionne uniquement avec le fumier. « Nous doublerons peut-être sa capacité. Mais dans ce cas, il faudra utiliser des CIVE (cultures intermédiaires à vocation énergétique) », dévoile-t-il. Les sécheresses récurrentes l'obligent néanmoins à la prudence. Il faudrait produire environ 80 ha d'ensilage de seigle, suivis par une culture de maïs. Celui-ci, semé plus tardivement, serait plus sensible à la sécheresse. Or, nourrir ses taurillons reste la priorité de l'éleveur. Deuxième point, le financement. Le premier méthaniseur

devrait avoir un retour sur investissement d'ici 13 ans. À 51 ans, l'« énergiculteur » doit composer avec un temps de retour adapté.

### Et de l'agrivoltaïsme

Infatigable, le créateur d'énergie travaille aussi sur un projet d'agrivoltaïsme. Sur une trentaine d'hectares à très faible potentiel, il prévoit de contractualiser avec une entreprise. Celle-ci installerait des lignes de panneaux photovoltaïques tous les 8 mètres. Posés en hauteur sans béton, ils produiraient de l'électricité. Un séchoir permettrait la valorisation du fourrage produit entre les panneaux. En fin de compte, dans l'exploitation, l'énergie (photovoltaïque et méthanisation) devrait à terme fournir la moitié des revenus.

Reste ensuite à faire tourner l'ensemble. Avec deux salariés, son épouse qui gère l'administratif et lui-même, qui est fortement engagé à l'extérieur (Crédit Agricole, FDSEA et Chambre d'agriculture), ils doivent tous déployer beaucoup d'énergie.

MARIE-PIERRE CROSNIER



EARL DE L'OURCQ ET EARL MEURS Oulchy-le-Château (02)

|                    |                         |
|--------------------|-------------------------|
| SAU : 400 ha       | Lentille : 6 ha         |
| Blé : 180 ha de,   | Luzerne : 7 ha          |
| Betteraves : 30 ha | Escourgeon : 13 ha      |
| Maïs : 45 ha       | Prairie : 65 ha         |
| Colza : 30 ha      | Vaches allaitantes : 60 |
| Lin fibre : 14 ha  | Taurillons : 700        |



Photos : IM - P. Crosnier

**OISE**

# Olivier Motte Du chanvre pour ses qualités environnementales

Situé sur un bassin de captage, Olivier Motte veut réduire ses impacts environnementaux. Le chanvre l'a séduit. Reste à améliorer le modèle économique.

L'Agence de l'eau sur le bassin de captage (Bac) d'Auger Saint-Vincent estimait le coût de dépollution agricole, urbaine et industrielle à 4 000 €/ha. L'Agence envisageait de convertir 2 000 hectares en agriculture biologique, voire d'exproprier si la situation ne s'améliorait pas ». Olivier Motte, agriculteur à Ormoy-Villers, plante le décor d'une situation qui l'a obligé à réagir. Avec dix céréaliers et betteraviers voisins, représentant 70 % de l'aire de captage, il crée en 2018 le GIEE Is'EAU (clin d'œil humoristique aux normes iso). Objectif : diminuer la pollution azotée et baisser les Indicateurs de fréquence de traitements phytosanitaires (IFT). Olivier Motte passe d'une rotation de quatre à neuf cultures. Au blé, à l'orge, aux pois et betteraves, il rajoute du colza, des féveroles, du tournesol, de la luzerne et du chanvre. Ces cultures à bas niveau d'intrants diminuent l'apport azoté et les IFT. Elles facilitent aussi la lutte contre les ray-grass résistants.

Pour cultiver du chanvre, le GIEE travaille avec Planète Chanvre, située à Aulnoy (77). Cette société privée

créée par douze agriculteurs transforme 1 000 hectares de chanvre. Ses 80 agriculteurs partenaires produisent 5 000 tonnes de paille par an, dans un rayon de 25 km.

### Une culture avec peu d'interventions

Le chanvre se sème fin avril, début mai sur une terre à 10-12 °C. La levée reste l'étape clé avec la récolte. « L'itinéraire technique est simple, se réjouit Olivier Motte. Nous semons au semoir à céréale à une profondeur de 2,5 cm et à une densité de 50 kg/ha. Le sillon doit être bien fermé. Si la graine voit le jour, la germination n'a pas lieu. À part une fertilisation de 120 unités d'azote, il n'y a rien à faire jusqu'à la récolte ». Un gel de -3 °C détruit la plante. De même, la grêle la rend inexploitable. Corbeaux, pigeons et limaces peuvent aussi causer des dégâts.

En revanche, le chanvre est réputé insensible à la plupart des maladies virales, bactériennes et fongiques. Il peut se cultiver en limon argileux et aussi en terre de craie. Les terres fortes et à cailloux sont à éviter. Il lui faut un sol alcalin (pH autour de 8) et des

sols riches en potasse. L'acidification autour des racines permettrait de remobiliser le phosphate bloqué, la potasse et l'oxalate de calcium, précise le producteur.

Pour la récolte des chanvres tardifs, destinés au textile, seule la paille se ramasse, après un rouissage au sol. Pour les précoces, la majeure partie, la paille et le grain se récoltent du 5 au 20 septembre. « Nous devons apporter le chènevis (grain) le jour même à l'usine, sinon il se dégrade », précise Olivier Motte. La paille est stockée chez les agriculteurs jusqu'à son traitement, avec une prime de stockage (0,75 €/t/mois) et de transport.

### Un modèle économique à conforter

Pour leur première campagne en 2022, les agriculteurs du GIEE ont subi la sécheresse. « Avec seulement 15 à 20 mm d'eau, le chanvre n'a pas donné tout son potentiel. Mais il a été au bout de sa maturité », constate l'agriculteur. Il a gardé son pouvoir étouffant, empêchant le développement des chénopodes, chardons et ray-grass. L'effet nettoyant est indéniable et permet de diminuer les désherbants sur la rotation.

« Comme je me lance dans l'agriculture de conservation des sols, j'apprécie l'effet décompactant, avec des racines jusqu'à 3,5 mètres, contre 2,4 mètres pour le blé », ajoute le passionné. Plusieurs études indiqueraient un déflaonnement des rendements blés suivants de 3 à 5 q/ha.

Le chanvruculteur constate aussi un effet répulsif sur les sangliers et une biodiversité des insectes importante. De plus, ajoute-t-il, la séquestration du carbone est exceptionnelle, avec 15 t/CO<sub>2</sub>/ha, soit l'équivalent d'un hectare de forêt. Seul hic, et pas des

moindres, la valorisation économique n'est pas encore suffisante. Les agriculteurs du GIEE ont tout sous-traité (récolte, transport, stockage) et subi la sécheresse. « En 2022, j'ai récolté 7 t de paille et 860 kg de chènevis par hectare. Avec 350 €/ha de marge brute, j'ai travaillé quasiment à perte », reconnaît Olivier Motte, dont l'enthousiasme pour la culture de chanvre ne semble pas émoussé. Planète chanvre admet que la marge moyenne actuelle ne dépasse pas les 800 €/ha. L'augmentation prévue des surfaces et la mise en service d'une nouvelle unité industrielle devraient améliorer le modèle économique. Pour 2023, la firme revalorisera le prix de 20 €/t de chènevis et de 30 €/t de paille. Pour améliorer la rentabilité de la culture, les agriculteurs de l'Oise visent une production sur le bassin de captage de 100 ha. Ils misent sur une diminution notable des charges de récolte en passant en mode décomposé.

### MARIE-PIERRE CROSNIER



**SCEA DES 5 CHÈNES**  
Ormoy-Villers (60)

|  |
|--|
| <b>SAU : 254 ha</b>                        |
| <b>Blé : 130 ha</b>                        |
| <b>Colza : 30 ha</b>                       |
| <b>Betteraves : 20 ha</b>                  |
| <b>Tournesol : 20 ha</b>                   |
| <b>Orge : 15 ha</b>                        |
| <b>Pois d'hiver ou de féverole : 12 ha</b> |
| <b>Chanvre : 16 ha</b>                     |
| <b>Luzerne : 11 ha</b>                     |



OISE

# Thibaut Vandewalle Du semis direct aux crédits carbone

Pratiquant progressivement le semis direct, Thibault Vandewalle veut valoriser les améliorations de son empreinte carbone. Une action menée avec l'aide de sa coopérative Agora.

Thibault Vandewalle aime apporter sa touche. En 2017, à peine âgé de 21 ans, il s'installe dans la ferme familiale et se lance dans le semis direct. Au départ, il teste sur de petites surfaces. Il tente des couverts, qui lèvent... Ou pas. Sur ses terres de qualité variable (crannes, limons, argile à silex, limons sableux), le jeune agriculteur change la rotation. « J'ai considérablement augmenté les cultures de printemps pour gérer les ray-grass », dévoile-t-il. Il alterne souvent deux cultures d'hiver successives avec deux cultures de printemps. Quand le ray-grass fait de la résistance, Thibault n'hésite pas à cultiver du maïs sur maïs. Mais la nouvelle (PAC) complique cette pratique.

**Plus de couverts inter-cultures**

Pour choisir ses couverts, le betteravier s'inspire des guides du GIEE Magellan, sa bible. Ces documents, disponibles sur le web, compilent les résultats obtenus par des agriculteurs en semis direct dans la

Nièvre. Il utilise aussi le tableur Acacia, en mélangeant des plantes basses et hautes. Avant maïs, il teste le mélange seigle, fenugrec, fèverole (respectivement 20,1 et 50 kg). Avant pois, ce sera le trio seigle, phacélie, avoine de printemps (20,3 et 20 kg). Entre deux blés ou entre un pois et un blé, il opte pour fèverole, tournesol, lentille et phacélie. « Toutes les occasions sont bonnes pour enrichir le sol », s'enthousiasme-t-il. Pour profiter de l'effet « couverts », Thibault Vandewalle les détruit plus tardivement, vers janvier-février. Avec pour conséquence une durée de séchage du sol plus longue, regrette-t-il. Il a investi dans un éco-rouleau hacheur et complète son passage mécanique par un chimique. « Je préfère semer en ayant détruit les végétaux afin de limiter les problèmes de mulots et de limaces », justifie-t-il. Autre changement, le semis direct à 50 cm en maïs, betterave et colza. La prochaine étape sera l'implantation de soja en 25 cm, avec deux passages. Après cinq ans d'expérience, le

- 1 Avant betteraves, Thibaut Vandewalle sème un mélange moutarde/vesce velue/fenugrec.
- 2 Les cultures légumineuses améliorent le bilan carbone.
- 3 L'utilisation d'engrais azoté solide diminue l'empreinte carbone par rapport à la solution azotée.

novateur apprécie la baisse de charge en carburant. Il observe des bénéfices du semis direct, surtout dans ses argiles à silex et ses crannes. En terres limoneuses, il reste en techniques culturales simplifiées.

**50 crédits carbone à valoriser**

Le betteravier veut aussi valoriser l'amélioration de son empreinte carbone. Sollicité par Agora, il a réalisé un diagnostic carbone sur 92 ha de SAU. La coopérative de l'Oise utilise la méthode label bas carbone Grandes cultures avec l'outil Carbon Extract d'Agrosolutions. Cet outil prend en compte les pratiques culturales de l'exploitant sur trois ans, ainsi que les types de sols. Un premier calcul de l'empreinte carbone est réalisé à partir des pratiques utilisées. Puis un second avec de nouvelles pratiques réduisant les émissions de gaz à effet de serre et augmentant le stockage du carbone. Par exemple : réduire la fertilisation azotée, privilégier l'azote solide au liquide, diminuer la consommation de carburants, introduire des couverts, des prairies permanentes, planter des haies ou se lancer dans l'agro-foresterie. Comme Thibault a déjà actionné certains leviers (réduction du labour, mise en place de couverts, introduction de protéagineux), il a prévu de développer les inter-cultures courtes et longues. Il pense augmenter sa sole de légumineuses, dont le soja, et travailler sur les modes d'implantation. Reste que si le levier « couverts d'inter-culture » est efficace théoriquement pour le stockage de l'azote, le manque d'eau estival le rend incertain. Thibault envisage d'optimiser les apports azotés : localisation sur betteraves, emploi de Farmstar au

dernier apport, utilisation d'une coupe de tronçon sur son pulvérisateur et utilisation d'ammonitrate au lieu de solution azotée.

Pour ses 92 ha, Thibault atteint une émission de 262 tonnes équivalent CO<sub>2</sub> par an (2,84 teqCO<sub>2</sub>/ha/an). Un résultat dans la moyenne des niveaux d'émissions en grandes cultures. Le stockage de carbone annuel dans les sols (modélisé avec Simeos -AMG) est estimé à 5,04 teqCO<sub>2</sub>/an, soit 0,05 teqCO<sub>2</sub>/ha/an. En appliquant le programme d'actions proposé, il devrait économiser 75 teqCO<sub>2</sub>/an soit 0,82 teq/ha. La méthode label bas carbone applique une réduction à cette quantité. « En fin de compte, je pourrai vendre 50 crédits carbone annuellement », estime Thibault Vandewalle. La coopérative travaille à cette valorisation et espère obtenir entre 40 et 80 €/t de CO<sub>2</sub> économisée, soit entre 2 000 et 4 000 € annuel. Avec un paiement de 60 % tous les ans et 40 % restants en fin de programme si les objectifs sont atteints. De quoi amortir une partie des charges supplémentaires et valoriser le travail réalisé.

MARIE-PIERRE CROSNIER



EARL VANDEWALLE Rémérangles (60)

|                   |          |
|-------------------|----------|
| SAU               | : 265 ha |
| Blé               | : 110 ha |
| Colza             | : 50 ha  |
| Pois protéagineux | : 50 ha  |
| Betteraves        | : 45 ha  |
| Maïs              | : 10 ha  |



**PAS-DE-CALAIS**

# Guillaume Wullens Engagé dans la défense de la betterave

Agriculteur dans le Pas-de-Calais en polyculture, Guillaume Wullens ne s'est pas cantonné à son exploitation. Il s'est investi dans la défense de la culture de la betterave au travers de la CGB, dont il préside la fédération régionale. Au lendemain de la manifestation du 8 février, il témoigne de son engagement.

**J**e suis allé manifester à Paris le 8 février dernier parce que je n'accepte plus la suppression de solutions sans alternatives qui mettent la filière en péril. C'est particulièrement le cas pour la betterave en ce moment, mais c'est vrai dans d'autres cultures », explique Guillaume Wullens, agriculteur à Nouvelle-Église (Pas-de-Calais), conseiller de région chez Tereos et président de la CGB Nord-Pas-de-Calais. Autre sujet qui le préoccupe : les rotations. « Entre les successions culturales derrière la betterave et les écorégimes, construire une rotation est devenu un enfer. Et, à chaque fois, c'est une strate réglementaire qui se rajoute. On en ajoute toujours mais on n'en retire jamais », explique-t-il.

**Un syndicat dynamique**

« Je me suis investi dans la betterave un peu par hasard. La CGB m'a appelé à intégrer son conseil d'administration

à une époque où j'étais disponible, et j'avais envie de m'investir dans une mission à côté de mon exploitation », raconte le betteravier. Pour lui, l'engagement syndical et coopératif a un double intérêt : pour le monde agricole et à titre personnel. D'une part, il permet d'œuvrer pour le bien commun de l'agriculture, et particulièrement d'une filière. Et, d'autre part, les rencontres qu'il fait et les informations auxquelles il a accès sont une vraie stimulation intellectuelle. Après la gestion de ses 80 hectares de culture (blé, betterave, pomme de terre, lin et colza), sa principale occupation est son implication au sein de la CGB. « C'est un syndicat dynamique. Il y a pas mal d'idées qui sont discernées et mises en application, tout cela dans l'intérêt des planteurs », explique Guillaume Wullens. Pour lui, la défense de cette culture passe par des prix attractifs et des compétences

**1** Guillaume Wullens est ambassadeur betteravier pour la filière et président de la CGB Nord-Pas-de-Calais.

**2** Guillaume Wullens cultive des terres situées à une altitude de 0 m. L'évacuation des eaux de pluie nécessite un système de pompage, particulièrement quand la mer est à marée haute.

**3** « On veut une souveraineté alimentaire, mais on ne nous en donne pas les moyens », explique l'agriculteur lors de la manifestation du 8 février 2023 à Paris.

techniques et agronomiques, en particulier via l'institut technique de la betterave (ITB). « Je cherche des moyens techniques, pas des subventions. À court terme, l'assurance sur les dégâts de la jaunisse est la seule solution, donc elle est nécessaire. Mais sur le principe, je ne suis pas complètement satisfait. Je veux retrouver la capacité de faire mon métier », reconnaît-il.

« Sur le plan local, mon rôle consiste à faire le trait d'union avec les sucriers, les autres syndicats (comme les FDSEA et les JA), les politiques, les journalistes, les chambres d'agriculture, l'administration et à défendre les problématiques locales au niveau de la CGB nationale », explique-t-il. Par exemple, j'ai travaillé avec différents acteurs sur la question des enlèvements de betteraves le long des départementales. Moins chronophage, son rôle chez Tereos est de faire le relais entre le terrain et la coopérative : transmettre les informations importantes aux planteurs et faire remonter les problèmes à la direction. « J'ai l'impression de participer à la vie de l'entreprise », se réjouit-il.

**Je vais continuer la betterave mais...**

« Malgré l'interdiction des néonicotinoïdes, je vais continuer la betterave », assure Guillaume Wullens, conscient d'avoir été moins impacté par la jaunisse de 2020 que d'autres régions. « Et le contexte pédoclimatique de la région se prête bien à cette culture. On a toujours des rendements plus élevés que la moyenne nationale », avoue-t-il. Outre la pluviométrie et la qualité des sols, le betteravier fait remarquer que la betterave du nord bénéficie souvent des apports d'effluents permis par la présence de l'élevage dans cette région. « Mais un jour, cela pourrait s'inverser,

et c'est alors le nord de la France qui subirait une attaque de jaunisse carabiniée », prévient-il en se rappelant l'impact de ce virus dans sa région avant l'arrivée des néonicotinoïdes. Même si certains planteurs du Nord-Pas-de-Calais utilisent des semences F8 en raison des problématiques de successions culturales, Guillaume Wullens tient beaucoup à la disponibilité de l'ensemble de la « boîte à outils » pour parer à toutes les situations. En raison du changement climatique, Guillaume Wullens a fait évoluer ses pratiques de travail du sol : il a abandonné le labour car les conditions météorologiques nécessaires à sa bonne réalisation sont de moins en moins souvent réunies (automne très pluvieux, hiver doux). Mais cette pratique requiert du glyphosate. « Si cette molécule subit le même sort que les néonicotinoïdes, je vais me retrouver dans une réelle impasse », prévient le betteravier, agacé, tout en nous confiant être un homme heureux et épanoui dans son travail. « Mon engagement continue ».

**RENAUD D'HARDIVILLIERS**



**EXPLOITATION DE GUILLAUME WULLENS**  
Nouvelle-Église (62)

|                              |       |
|------------------------------|-------|
| SAU : <b>80 ha</b>           | ..... |
| Blé : <b>43 ha</b>           | ..... |
| Betteraves : <b>12 ha</b>    | ..... |
| Lin : <b>10 ha</b>           | ..... |
| Pomme de terre : <b>7 ha</b> | ..... |
| Colza : <b>8 ha</b>          | ..... |



## DELEPLANQUE

### I Deleplanque, la betterave c'est notre ADN

**L**e groupe Deleplanque est un sélectionneur européen de betterave sucrière, céréales à paille, oléoprotéagineux et potagères, qui s'est construit sur les valeurs familiales des entreprises qui le composent. Pivotal de son offre variétale, la betterave sucrière est au centre des programmes de recherches et de sélection du groupe. L'objectif de Deleplanque est d'apporter les meilleures réponses génétiques aux multiples enjeux auxquels fait face la filière betterave.

Deleplanque place la sélection betterave au cœur de sa stratégie d'entreprise et met au service de son expertise un réseau d'expérimentation et de sélection européen, des partenariats scientifiques et technologiques concentrés sur les solutions aux problématiques actuelles de la betterave : jaunisse, cercosporiose, nématodes, stress hydrique et SBR (syndrome basses richesses).

La dynamique des programmes de recherche permet de

proposer régulièrement de nouvelles variétés, adaptées aux besoins des planteurs par l'association des caractères attendus.

En tant que semencier betterave et créateur du concours du Betteravier de l'année original, nous sommes ravis de parrainer chaque année le concours animé par le Betteravier français, et de partager le sponsoring avec les entreprises Holmer et Sencrop. Nous avons une partie de notre ADN en commun avec les planteurs sélectionnés pour le concours. Ce qui les motive, comme nous, c'est de créer de nouvelles solutions, d'innover et d'être résolument tournés vers l'avenir. Nous les soutenons à 100 % ! Nous souhaitons bonne chance aux candidats.

**Maxime Bouton,**

Directeur de l'activité Betterave sur le marché français

« Deleplanque place la sélection betterave au cœur de sa stratégie d'entreprise »



Suite en page 24 →



## HOLMER

### | Leader technologique

**H**olmer, leader mondial de l'arrachage de betteraves, dessine, fabrique et commercialise depuis plus de 40 ans des machines performantes sur plus de 40 pays.

Nos produits, leaders d'un point de vue technologique, influencent l'avenir de l'agriculture avec comme maîtres mots : fiabilité, rentabilité, simplicité et écoresponsabilité.

Plus de 4 000 machines sont sorties des usines Holmer depuis et ont été distinguées par de nombreux prix au fil des années dont celui de machine de l'année pour la dernière version d'intégrale T4.

Résolument tournée vers ses clients, la base française implantée au cœur de l'activité betteravière est structurée pour répondre aux sollicitations des campagnes d'arrachage. Elle propose :

- Une équipe polyvalente, motivée et passionnée
- Une base de 15 000 m<sup>2</sup> couverts intégrant des ateliers performants, une gestion de stock automatisée et tous les services associés.
- Des services maîtrisés : Le drive Express (retrait des commandes en deux heures), offre de restauration des automotrices

de marques Moreau et Matrot, offres morte-saison, service après-vente, formation, mise en route, expertises... La betterave c'est une passion chez Holmer, et nous la vivons et la partageons tous les jours avec nos clients.

C'est dans ce cadre qu'Holmer a souhaité s'associer avec le Betteravier français dans cette très belle et innovante initiative d'un concours pour l'élection du Betteravier de l'année :

En récompensant le talent de projets porteurs de stratégies innovantes et audacieuses.

**Eric Maricot**

Directeur général d'Holmer France

« La betterave c'est une passion chez Holmer, et nous la partageons tous les jours avec nos clients »

## Sencrop

### | L'agro-météo de précision connectée à vos cultures

**L**a météo reste un des facteurs dominants affectant les rendements des cultures, mais la plupart des agriculteurs n'ont pas accès à des données météo précises à l'échelle de leur territoire. Ils ont souvent une appréciation approximative des conditions réelles dans leurs parcelles.

Sencrop est une appli agro-météo pour enrichir la vision que les agriculteurs ont sur leur territoire, et trouver les meilleures fenêtres d'intervention : semis, pulvérisation, irrigation, récolte, ...

Véritable « Waze de l'agriculture », Sencrop permet aux betteraviers d'accéder à :

- des relevés d'observations météo, issues de 35 000 stations en Europe, en mode collaboratif,
- les prévisions météo les plus précises (comparateur et classement des meilleurs modèles météo)
- des indicateurs agronomiques (stade de croissance, alertes, ...)

- des OAD (Mileos pour la pomme de terre ; fenêtre d'application des bio-solutions, ...)
- un pilotage de l'irrigation avec des sondes capacitatives, et des bilans hydriques.

L'objectif est de donner aux agriculteurs, les moyens de réduire les risques liés à leurs cultures, en ayant une empreinte agro-environnementale positive.

**Martin Ducroquet**

Co-fondateur de Sencrop

« L'objectif est de donner aux agriculteurs, les moyens de réduire les risques »

## UniLaSalle Institut Polytechnique

### | UniLaSalle au cœur des transitions

**U**niLaSalle, établissement d'enseignement supérieur et de recherche, est ancré sur trois territoires - la Bretagne (Rennes), les Hauts de France (Amiens et Beauvais) et la Normandie (Rouen), mais a aussi les yeux tournés vers l'international de par son appartenance au réseau La Salle, 1<sup>er</sup> réseau d'enseignement privé associatif avec plus de 1 500 établissements dans 82 pays.

UniLaSalle est positionné sur 3 activités :

- La Recherche & innovation basée sur le déploiement d'approches transdisciplinaires et systémiques. Nous travaillons sur le développement de pratiques agroécologiques afin d'optimiser et préserver la qualité des

plantes, des sols et des eaux ; sur les procédés et transformations alimentaires avec effets sur la santé ; sur la valorisation des agro-ressources en molécules et matériaux innovants ; sur la gestion et la valorisation des déchets dans une perspective d'économie circulaire ; sur les nouvelles énergies pour la neutralité carbone des territoires ; mais aussi sur bien d'autres sujets en lien avec les problématiques et enjeux des entreprises.

- Les Formations académiques en Agrosociétés, Agroalimentaire, Alimentation & Santé, Géosciences, Environnement, Industrie 4.0, avec 4 200 étudiants et alternants en formation Bachelor, Ingénieur, Master (MS et MSc) et Ecole Vétérinaire.

- La Formation continue pour accompagner les entreprises à relever leurs défis et à atteindre leurs objectifs, via l'acquisition et la montée en compétences de leurs collaborateurs sur des thématiques à l'aplomb de nos domaines d'expertise et dans une approche OneHealth (santé des plantes, santé humaine, santé animale, santé environnementale).

L'ambition d'UniLaSalle est de devenir le partenaire privilégié des entreprises agricoles et agroalimentaires de ses territoires sur ses 3 activités.

« Un institut polytechnique au cœur des transitions agricoles, agroalimentaires, énergétiques, numériques et environnementales »